

Cahier PDF des Repères pour l'Avenir

<http://athois-la-terre.jimdo.com/>

N° 16 – Janvier 2009

Le rôle futur des Etats-Unis dans le monde au lendemain des élections présidentielles

REPERES
POUR L'AVENIR
Conférences 2008-2009, le lundi 20h

Le rôle futur des Etats-Unis dans le monde au lendemain des élections présidentielles

Gérard Chaliand & Guy Spitaels

26 janvier

Maison Culturelle d'Ath
Le Palace - Ath - www.ath.be/mca - 068/ 26 99 99




Mille mercis aux penseurs et scientifiques qui nous ont donné l'autorisation de publier leurs propos tenus à la tribune des grandes conférences athoises *Repères pour l'Avenir*.

Comme rapporteur, j'assume l'entière responsabilité des possibles imperfections de retranscription, de toilettage et d'élagage de leurs propos que la mise en forme écrite demandait. L'essentiel des présentations des conférences et des bibliographies, ainsi que la plupart des sous-titres des rapports des exposés, sont également de ma responsabilité.

Walter De Kuysche

Le rôle futur des Etats-Unis dans le monde au lendemain des élections présidentielles

A. Présentation.....	3
B. Rapport de la conférence de Gérard Chaliand et Guy Spitaels du 26 janvier 2009.....	5
C. Débat avec le public	32
D. Bibliographie.....	41

Le rôle futur des Etats-Unis dans le monde au lendemain des élections présidentielles

A. Présentation

Inconnu de la moitié du peuple américain et de la majorité des citoyens du monde deux ans auparavant, Barack Obama fut investi 44^e président des Etats-Unis le 20 janvier 2009. Dominant la sphère publique, la quasi-totalité des sondages et des médias du monde désignaient le premier locataire afro-américain de la Maison Blanche comme la personnalité la plus influente de la planète.

Souvent observée avec fascination dans le monde, c'est une élection présidentielle historique que les Etats-Unis d'Amérique vécurent en 2008.

Barack Obama est-il donc devenu le maître du monde ? Rendra-t-il sa vigueur à l'empire qu'il préside et qui mène le monde ou ne parviendra-t-il qu'à ralentir son déclin en ne redorant que superficiellement son image ?

Les écueils sont nombreux et connus. A l'intérieur d'abord : déficit budgétaire croissant et donc marge de manœuvre limitée, endettement abyssal, crise financière, croissance importante du chômage, risque de récession économique, clivage racial Noirs-Latinos-Blancs persistant, constance d'un fort courant ultrareligieux extrémiste de droite, inexpérience du nouveau président. A l'extérieur ensuite : guerres en Irak et en Afghanistan et bases militaires US ceinturant le monde. Volonté de certains pays de s'exprimer désormais haut et fort sur la scène internationale (les mouvements de menton de la Maison Blanche n'effraient plus un certain nombre de nations). Emergence d'un monde multipolaire où le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine tiendront un rôle important. Guerre contre le terrorisme. Prolifération nucléaire. Changements climatiques de la planète. Approvisionnement énergétique. Perte de confiance dans les USA et déficit de crédibilité internationale. Situation au Proche-Orient. Pauvreté croissante un peu partout sur le globe. Détestation voire haine que vouent certains peuples et nations aux Etats-Unis.

Après les huit années sombres de présidence de George W. Bush, l'Amérique et le monde attendent d'Obama et de sa nouvelle équipe un

assainissement financier, une relance économique, un désembourbement militaire, des mesures de protection environnementale, un nouvel ordre mondial, la restauration du rêve américain, une Amérique modérée, tolérante et ouverte, solidaire des autres nations. N'est-ce pas beaucoup pour une seule équipe ou pour un pays qui a perdu de sa superbe ?

Les enjeux de la dernière élection présidentielle américaine dépassent largement les seuls Etats-Unis et englobent l'état du monde à venir. Quelles seront les conséquences économiques, politiques, militaires et environnementales après la course électorale américaine de novembre 2008 ? Quel est l'héritage de George Bush ? Une nouvelle ère politique s'ouvre-t-elle avec Barack Obama ? Les Etats-Unis garderont-ils leur place de première puissance universelle et de superpuissance du système financier mondial ?

Coïncidence de l'agenda, six jours seulement après la cérémonie d'investiture du nouveau président, c'est à deux géopolitologues cités parmi les meilleurs, Gérard Chaliand et Guy Spitaels, que le cycle de conférences « Repères pour l'Avenir » soumettait la question de savoir si l'empire américain avait dépassé son apogée historique, s'il pouvait encore marcher en tête des nations ou si le temps de son hégémonie inaugurée avec la seconde guerre mondiale était condamné.

A l'entame de la nouvelle présidence de l'empire U.S., ces deux personnalités apportent conjointement leurs analyses et points de vue sur ses répercussions et enjeux mondiaux, disant comment ils voient le rôle futur des Etats-Unis dans le monde au lendemain des élections présidentielles.

● **Gérard Chaliand.** Né à Bruxelles et d'origine arménienne, Gérard Chaliand est un géostratège français. Il est spécialiste de l'étude des conflits armés et des relations internationales et stratégiques. Ses axes de recherche concernent essentiellement les conflits irréguliers (guérilla, terrorisme) dont il est devenu l'un des plus éminents spécialistes et théoricien mondial. Il est également écrivain, historien, poète et traducteur.

Après avoir obtenu un diplôme de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Paris) et soutenu avec succès une thèse de doctorat de 3^e cycle en sociologie politique, Gérard Chaliand s'engage dans les guérillas de décolonisation en tant qu'observateur-participant. Durant plus de vingt ans, il vit aux côtés des combattants sur quatre continents. Ses recherches l'ont mené dans une soixantaine de pays.

Cette forme d'expérience de la guerre, des mouvements de libération ainsi que de la guérilla et du terrorisme, réitérée tout au long de sa vie, lui permet de dégager les théories et systèmes fournissant les clés du fonctionnement des conflits irréguliers.

Ses ouvrages permettent de cerner la nature particulière de la guérilla, ses caractéristiques principales et les modes d'action partagés par tous

les groupes se revendiquant de cette méthode de combat. Depuis 2001, il a régulièrement suivi, sur le terrain, les conflits d'Afghanistan et d'Irak.

Il fut successivement maître de conférence à l'École nationale d'administration, enseignant à l'École supérieure de guerre, aujourd'hui Collège interarmées de défense, et directeur du Centre européen d'étude des conflits. Il est également conseiller auprès du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères français et professeur invité dans de nombreuses universités étrangères (Harvard, Berkeley, etc.). Il est auteur, co-auteur ou traducteur d'une septantaine d'ouvrages.

● **Guy Spitaels.** Né à Ath, ministre d'Etat, professeur honoraire à l'ULB et géopolitologue, Guy Spitaels vient de sortir un nouvel ouvrage sur les Etats-Unis. Grand intellectuel universitaire, Guy Spitaels est docteur en Droit, licencié en Sciences politique et sociale et diplômé en Hautes études européennes du Collège de Bruges.

Il fut chercheur à l'ULB, à l'Institut de sociologie Solvay, avec une mission de recherche au Congo, directeur du Centre d'économie sociale et de sociologie, professeur à l'ULB et dans d'autres écoles supérieures, dont le Collège européen de Bruges et la Faculté de Droit de l'université de Reims.

Leader politique majeur, Guy Spitaels fut chef de cabinet dans deux gouvernements, membre du bureau national du PSB et du comité scientifique de l'Institut Emile Vandervelde, bourgmestre d'Ath, sénateur, ministre de l'Emploi, vice-Premier ministre, président du parti socialiste, ministre-président de l'Exécutif de la Région Wallonne, président du Parlement wallon, président de l'Union des partis socialistes européens et président d'honneur de l'Internationale socialiste.

Guy Spitaels est membre des conseils d'administration de l'Institut des relations internationales et de la Fondation Spaak. En 2003, il publia une somme géopolitique remarquée : *L'improbable équilibre*. En 2005, un ouvrage qui fit date : *La triple insurrection islamiste*. En 2006, un livre toujours aussi pertinent et passionnant : *Chine-USA. La guerre aura-t-elle lieu ?* Et en novembre 2008, un essai qui va à contre-courant de la majorité des analystes européens : *Obama président - La méprise*.

B. Rapport de la conférence de Gérard Chaliand et de Guy Spitaels du 26 janvier 2009

● **Guy Spitaels**

Dans ce temps qui m'est imparti, peut-être quatre réflexions :

- La première ayant trait à cette campagne que nous avons tous suivi à des degrés divers pendant une vingtaine de mois : la campagne électorale américaine à ses différents niveaux ;
- La seconde : de la personnalité d'Obama ;
- La troisième : quels sont les grands enjeux de la politique internationale américaine ?
- Et la quatrième : que fera possiblement Obama ?

Première réflexion : la campagne électorale américaine

La campagne a dû débuter vers février 2007 pour se terminer en novembre 2008.

Comment est-ce que je sors de cette observation assez longue ? A la fois avec un sentiment d'admiration et avec une profonde déception.

Admiration pour le processus électoral, complexe mais vigoureux, du système américain, qui nous change de nos systèmes un peu poussifs sinon, à certains moments, sclérosés.

Pourquoi ce système de primaires ? Parce qu'il est obligatoire depuis les années '70, pour mettre fin au régime des basses politiques qui désignaient les candidats.

Pourquoi ce calendrier, pourquoi commencer au début d'année dernière, il y a un an, par l'Iowa et le New Hampshire ? Parce que ce sont de petits Etats où le poids de ceux qui ont des atouts sonnants et rébuchants en main est moins puissant.

Pourquoi ce Super Tuesday de février, où tous les grands Etats votent, et quel est le sens pour les Etats de se faufiler entre les premières primaires de janvier et le Super Tuesday ? Parce que c'est prendre rang pour les Etats. C'est s'assurer une visibilité, tout d'abord pour la convention nationale des Partis, puis plus largement.

Pourquoi, les Démocrates en tout cas, désignent-ils des supers délégués, qui ne sont pas élus par les primaires ou les caucus ? Parce qu'ils veulent corriger ce que pourrait avoir de trop spontané, de trop proche, des intellectuels et des jeunes militants ne tenant pas suffisamment compte des intérêts très vastes du Parti démocrate.

Pourquoi ne sont-ce pas les électeurs qui élisent le président, mais bien les grands électeurs nationaux ? Ces grands électeurs qui se sont réunis à la fin de l'année dernière, est un système assez sophistiqué. Chaque Etat en a autant qu'il compte de sénateurs (deux dans les cinquante Etats des Etats-Unis) mais aussi autant que de députés (de plus de cinquante en Californie jusque deux ou trois dans les Etats de la plaine). C'est donc une pondération assez astucieuse, qui permet aux Américains de s'exprimer en tenant compte qu'ils forment ensemble une nation, *coast to coast*, un continent, où chaque voix compte ; mais, d'autre part, qui res-

pecte le caractère de chacun des Etats. Si des Etats comme le Montana, par exemple, un tout petit Etat rural, n'avait pas un minimum de sièges, il serait évidemment balayé par de grands Etats comme la Californie, New York ou le Texas.

Donc, procédé astucieux qui faisait dire à un Américain : « Somme toute, les Américains élisent leur président comme les citoyens de Paris, de Marseille ou de Lyon, PLM¹, élisent leur maire : au second degré. » Oui, à ceci près qu'il y a cette pondération que je viens d'indiquer. Je trouve cela sophistiqué et susceptible d'entraîner bien des adhésions.

Il y a encore le système des caucus où l'on ne vote pas comme dans les primaires. On se réunit dans une grande salle ; il y a un avocat des deux candidats ; et puis on se range physiquement derrière un des deux ténors qui, lui, va porter les votes. Et dans certains Etats, c'est plus compliqué que cela : au Texas, il y a une primaire le matin et un caucus le soir.

Vous rendez-vous compte comme ce système *embed*, embrigade beaucoup de citoyens, combien il est compliqué mais qu'il tient compte de tous les facteurs en cause et qu'il a à l'évidence, nous l'avons vu pendant un an, beaucoup plus de souffle que les nôtres ?

C'est donc très positif.

En revanche, je suis éminemment déçu par ce qui s'est précisé dans mon esprit au fil des mois, que je savais de manière théorique mais que j'espérais encore pas si pesant que cela : c'est le poids de l'argent.

Ce poids de l'argent est considérable. Ce n'est pas que les législateurs américains, les hommes politiques, ne s'efforcent pas de le corriger, mais les dispositions sont immédiatement contournées.

Ainsi, il y a une loi McCain-Feingold (John McCain est le candidat défait par Obama, Russell Feingold un Démocrate ; donc une loi bipartisane) qui empêchait que pendant les campagnes électorales on donne de la *soft money*, c'est-à-dire de l'argent qui n'est pas destiné aux candidats mais aux partis pendant les campagnes électorales. Interdit ! Qu'ont fait les partis ? Ils ont créé des *comités 527* qui échappent à cette interdiction et le flot de l'argent a continué à couler.

On a créé aussi le *Matching funds*, c'est-à-dire les fonds publics qui devaient se substituer aux fonds privés pour l'élection du président. Quel est le montant offert ? Quatre-vingt-trois millions de dollars. Je me permets de vous indiquer que la campagne nationale, une fois que le candidat est désigné par ses pairs, par les membres, dure très peu longtemps ; la

¹ La loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon, et des établissements publics de coopération intercommunale, dite *loi PML* ou plus couramment *loi PLM*, d'après le nom des villes concernées, est une loi française fixant un statut administratif particulier applicable à ces trois villes les plus importantes de France par la population. Elle a été adoptée dans le contexte de la loi de décentralisation (dite Loi Defferre) du 2 mars 1982. (Wikipédia).

convention républicaine, par exemple, s'est tenue début septembre, l'élection début novembre. Cette somme dont je parle, quatre-vingt-trois millions de dollars, soit quelque deux milliards quatre cents millions de francs belges, vaut pour soixante jours.

Que s'est-il passé ?

Obama et McCain s'étaient engagés à renoncer au financement privé pour accepter le *Matching Funds*, le financement public. Et puis Obama a trouvé que, finalement, c'était peut-être bien de ne pas prendre le financement public et que somme toute, puisqu'il avait de nombreux contributeurs petits, c'était là sans doute une expression de la cité, que c'était mieux d'échapper à la fourche de quatre-vingt-trois millions et de travailler sur fonds privés. Ce qui était un sophisme, parce que la presse américaine a établi clairement que les petits contributeurs, dont on nous a si souvent rabattus les oreilles, ont contribué pour environ 25 p.c. de la campagne d'Obama ; l'essentiel des contributeurs étant les grands bureaux d'avocats et les milieux d'affaires de Wall Street.

Deux. Obama a dit qu'il n'acceptait pas l'argent des lobbyistes mais puis il a précisé qu'il acceptait l'argent des femmes des lobbyistes ou des collaborateurs.

Trois. Pour que vous ayez les idées bien fixées et que nous ne naviguions pas dans un univers rose et irréel : les prix du couvert des dîners de collecte d'Obama était d'un million de francs belges.

En manière telle que le budget total d'Obama pour sa campagne électorale a été de 570 millions de dollars, soit l'équivalent de 23 milliards de francs belges.

Certes, les Etats-Unis sont un continent. Mais 23 milliards de francs belges pour le candidat de la gauche !... Le candidat républicain collectait la moitié de ces moyens. C'est donc très décourageant.

Quand vous voyez les problèmes que pose la fondation de Bill Clinton, puisqu'il a dû accepter les déclarations de ses ressources parce que sa femme était secrétaire d'Etat, nous nous trouvons dans un monde complètement phagocyté par les intérêts étrangers (toutes ces déclarations sont maintenant publiques), par des hommes d'affaire américains, canadiens ou asiatiques.

Est-ce que ce que je dis est choquant ou présente-t-il un son tout à fait nouveau ? Ce qui est curieux, c'est que les candidats eux-mêmes disent cela. Il faut lire le livre d'Obama, *Audacity of hope*, qui est maintenant traduit, *L'audace d'espérer*, où il raconte lui-même que quand lui est venue l'idée d'être élu sénateur des Etats-Unis, il a créé un comité pour lever des fonds et où il constate : « Au fond, je n'étais plus disponible pour l'électeur. Ce n'est pas que ces gens voulaient opérer sur moi des pressions malsaines, mais ils avaient toutes les raisons du monde, puisqu'ils

m'avaient soutenu, de venir me voir. Ils occupaient tout mon temps. Je constatais que je vivais à l'écart de ceux pour qui j'avais décidé de faire de la politique. »

Je vous recommande un livre beaucoup plus étonnant encore (celui-là, je ne suis pas certain qu'il soit traduit), c'est le livre d'un personnage que je trouve considérable : Al Gore ; non pas dans son aspect environnementaliste pour lequel d'autres dans cette salle sont plus qualifiés que moi pour juger, mais dans son aspect jugement de la vie politique américaine : *The Assault on Reason*. C'est une description effarante.

Je vous en donne un seul exemple.

On vient d'élire les députés. Savez-vous pour combien de temps les députés sont élus ? Ils sont élus pour deux ans. Le Sénat, lui, est élu pour six ans, le tiers renouvelable tous les deux ans. Prenons les députés qui sont élus pour deux ans. Parmi beaucoup d'autres choses que Gore relate, il dit : « Ils sont à peine élus qu'ils commencent à réfléchir au financement de leur campagne qui doit assurer leur élection une vingtaine de mois plus tard. Est-ce pour s'enrichir ? Non, dit Gore, la plupart de mes collègues sont riches, mais ils ont besoin d'une machine qui va à nouveau les porter. En conséquence, la plupart des débats ne sont pas suivis, parce qu'ils assistent à des dîners de collecte à gauche et à droite. »

Je sors donc avec un sentiment très contrasté.

En premier, c'est que oui, j'ai de l'admiration pour tout ce système électoral sophistiqué, impliquant beaucoup de monde, avec des variations inattendues pour s'adapter au terrain ; mais en second, avec un découragement, sinon un écœurement, pour cet argent qui pèse autant sur la vie de tous les candidats, et je dis bien : tous les candidats !

Deuxième réflexion : Obama

Je voudrais qu'il n'y ait pas de méprise. La méprise ne porte pas sur lui, elle est dans notre chef quand nous entendons deux choses qu'il ne fera pas.

De lui, qu'est-ce que j'en pense ? Mais comme vous (parce vous avez suivi la campagne comme chacun d'entre nous) : qu'il est très intelligent, qu'il a une plume (je crois qu'il a probablement écrit l'essentiel des deux livres et des articles de *Foreign Affairs* de lui que j'ai lus), qu'il est doué pour raconter, qu'il est charismatique, qu'il a fait preuve d'une grande maîtrise de lui durant toute la campagne électorale. Même dans la seconde partie lorsque McCain (c'est le moment, à mon avis, où il fut le moins bien inspiré), pour récupérer les votes de la droite traditionnelle, fit monter Palin et se livra à des attaques en dessous de la ceinture. Souverain, Obama est resté très maître de lui. Je trouve qu'il manie très bien les choses dans la composition de son équipe qui est maintenant faite. Cela décevra sans doute certains militants, mais il a formé une équipe reprenant le ministre

de la Défense de G.W. Bush, introduisant les milieux financiers, prenant beaucoup de collaborateurs de Clinton (avec lequel il fallait marquer le changement). Beaucoup de savoir-faire pour dominer la scène.

J'aurais donc voté pour lui, il n'y a pas de doute. Qu'il n'y ait pas de méprise : j'aurais voté pour lui, ne fut-ce que parce que l'équipe précédente sentait le roussi, avec sa confusion des valeurs morales notamment. Guantanamo et Abou Ghraib sont des tâches très difficiles à laver pour ceux qui se font forts d'être le pays qui doit montrer l'exemple.

Cela dit, que penser de l'homme ?

Permettez-moi de dire l'une ou l'autre chose positive, beaucoup d'hésitations, et une chose franchement négative.

Positives : en voilà deux.

La première, c'est qu'il a composé son équipe, par-delà le fait qu'il est métis afro-américain, en donnant une composition à son équipe qui est davantage le reflet de ce qu'est le monde. Il y a deux hispaniques dans son équipe, trois afro-américains, un chinois-américain, un japonais-américain. Quel vent frais ! Quelle image de ce qu'est le monde aujourd'hui ! Pensons à nous les Wallons : il n'y a pas un député au Parlement wallon qui ait la peau brune ou qui ait la peau noire. Bien entre nous ! Quelle ouverture que de donner cette image de l'Amérique. C'est important pour eux, c'est important pour tout le monde, je crois, pour apporter de l'air, pour nous adapter à ce qu'est le monde d'aujourd'hui. L'Occident représente 11 p.c. du monde. Essayons de ne jamais perdre cela de vue.

Deuxième trait très sympathique et positif : sûrement va-t-il trancher très fort avec son prédécesseur dans tout ce qui concerne l'environnement. Quand on voit ses collaborateurs, ce sont des gens qui sont pointus sur ces matières et qui ont envie d'agir. Maintenant, ne me faites tout de même pas trop naïf : à Copenhague, en novembre prochain, qui doit préparer la suite du protocole de Kyoto, beaucoup dépendra tout de même, quel que soit l'entourage d'Obama, de ce que voudra faire la Chine. Si la Chine ne bouge pas ou peu, je ne donnerai pas cher des suites de Copenhague. Mais voilà, ceci est un deuxième trait très positif.

Des traits sur lesquels il y a, me semble-t-il, parfois subtilement, parfois tout simplement parce que c'est comme cela, à boire et à manger.

Sécurité. Oui, c'est vrai, trait extrêmement positif : peu de jours après sa prestation de serment, les décrets sont signés pour fermer Guantanamo par étapes. Bravo !

En revanche, le personnage est plus complexe qu'il n'y paraît. Il a voté la poursuite du *Patriot Act* (ces dispositions, non pas à l'endroit des terroristes étrangers, mais à l'endroit des citoyens américains dont on se méfierait et qui mettent carrément de côté l'*habeas corpus*, la protection de no-

tre vie privée). Il a voté pour la construction du mur entre le Mexique et les Etats-Unis. Au passage, savez-vous que c'est l'endroit au monde où le plus de migrants meurent ? Sept cent cinquante par an, sur ce mur entre le Mexique et la grande démocratie américaine ! Obama l'a voté. Obama est partisan de la peine de mort dans certains cas. Obama ne s'est pas prononcé contre la détention des armes par le privé.

Troisième point, donc : il y a du *pro* et du *contra*.

Quatrième point, en matière sociale. C'est infiniment mieux que Bush évidemment, mais c'est à pas mesurés. Ainsi, pour l'assurance maladie, lors de sa campagne, il a parlé de couvrir les enfants. Chose excellente. Les enfants ne sont pas couverts pour l'assurance-maladie. Je vois ces jours-ci dans la presse américaine qu'il veut couvrir les travailleurs qui sont prêts à perdre leur assurance. Très bien. Mais nous sommes loin de l'assurance-soins de santé générale qu'Hillary Clinton avait développée lorsque son mari était président et sur laquelle, je dois le reconnaître, elle échoua. Donc, il est prudent. Il est sur le chômage. Il est sur l'assurance-pension. Et notez bien que ce que je vous dis a été fait avant la crise de l'automne. Ses positions datent de ses livres, 2006, et de son article dans *Foreign Affairs*, 2007. Ce n'est donc pas parce que la machine s'effondre. A l'époque où le péril n'était pas envisageable comme il l'est maintenant, il affichait cette même prudence.

La même chose, pour aller vite, dans le secteur économique. Il me paraît, pour être franc, plus que les Républicains, tenté par le protectionnisme. Il le fait, pour des industries comme l'automobile, plus franchement que les Républicains. Il a courtoisé ces milieux et les syndicats durant la campagne. Peut-être est-ce un prêt pour un rendu du soutien apporté ?

Ses hommes ont voté au Sénat une loi de dotation agricole extrêmement élevée. Je ne vois vraiment pas, comme titrait *Le Monde*, en quoi Obama serait un candidat pour le tiers-monde, puisque l'éthanol qui est fabriqué aux Etats-Unis, grâce notamment à ses subventions, au départ du maïs et singulièrement dans l'Etat où Obama a été élu, c'est autant d'éthanol qui n'est pas vendu au départ de la canne à sucre du Mexique.

Donc, pour ce qui est de l'ouverture économique sur le monde, je crois que nous allons vers des temps extrêmement difficiles et qu'il ne faut pas s'attendre à ce qu'il y ait une compréhension des besoins des autres Etats qui soit démesurée.

Mais le point sur lequel je suis le plus négatif pour terminer ce deuxième développement, c'est assurément sur le plan de la défense.

Sur le plan de la défense, *in tempore non suspecto*, avant la crise, Obama a dit qu'il bloquerait tous les postes du budget pendant un an, sauf le budget militaire. Ah bon ? Et qu'il voulait renforcer le Pentagone à la fois en hommes et en équipements. Ne soyons qu'à demi surpris. Vous apprendrais-je quelque chose en vous disant que lorsque John Kennedy succéda

au général Eisenhower après ses deux mandats, la première chose que Kennedy fit fut d'augmenter notablement le budget de la défense ? Les étiquettes politiques ont parfois peu à voir avec les comportements réels.

Sur ce point je suis donc réservé, voire critique. J'ai lu dans ce livre, dans cet article et dans l'interview, j'imagine rapide qu'il donna à Bernard-Henri Lévy lors de son passage aux Etats-Unis pour son livre *American Vertigo*, Obama tenir le même langage dans les trois cas. Vous savez, il ne faut pas être surpris, il ne faut pas critiquer un homme, il faut d'abord écouter ce qu'il dit. Et que dit-il ? Que « Les Américains ont besoin d'un shérif. Mais il se trouve que le shérif est mauvais. Je serai un bon shérif. » Il dit : « J'essaierai de dialoguer, mais quand ce sera nécessaire, j'interviendrai de manière unilatérale pour le bien des Etats-Unis. » Il faut savoir cela, que c'est cette conception-là de la défense qu'il défendra.

Et ainsi avons-nous une silhouette un peu plus complexe du nouveau président qu'il n'y paraît peut-être au premier abord.

Troisième réflexion : les grands problèmes de politique étrangère auxquels est confronté le président des Etats-Unis

Je pense que le président des Etats-Unis va center son attention sur trois zones. On peut s'attendre, quel que soit le drame de l'Afrique, qu'il y soit assez peu présent. On peut s'attendre, alors que sous Bush l'Amérique latine a changé considérablement (le Mexique est devenu un Etat peu sûr par ses règlements de compte entre mafias, c'est un pays qui dérive), à ce que l'influence américaine, qu'il s'agisse du Venezuela, de l'Argentine, de la Bolivie, de l'Equateur, rétrocede chaque fois. Donc qu'un président pourrait faire une politique du type *back court* : « Je m'occupe de ma cour arrière. » Eh bien, je pense qu'il ne le fera pas et je ne pense pas non plus qu'il s'occupera beaucoup de nous, l'Europe. Pourquoi ? Parce qu'il y a trois grandes zones qui sont surtout préoccupantes et qui sont les suivantes.

Tout d'abord le *Grand Moyen-Orient*, pour reprendre la terminologie bushienne désormais abandonnée, mais qui va depuis le canal de Suez jusqu'au Pakistan. Bien des problèmes ! L'Irak, l'Iran, le binôme Afghanistan-Pakistan et la Palestine. Peut-être est-il bien que je ne m'exprime pas sur ce sujet, si marquant, puisque Monsieur Chaliand en est notamment l'expert et qu'il est mieux de le laisser, s'il le veut bien, exposer ses vues qui j'imagine, quand je le lis, ne sont pas très différentes des miennes, et que je puisse réagir.

Je vais donc très brièvement vous dire un mot des deux autres zones qui retiendront l'attention de la première puissance mondiale : la Chine et la Russie.

La Chine, c'est curieux. J'ai dit tout à l'heure mon extrême sévérité pour Bush junior. Eh bien, je dois vous dire, qu'à tout prendre, la politique de Bush – c'est le seul point pour lequel je peux être compréhensif, voir lau-

datif – à l’endroit, même plus que de la Chine, de l’environnement chinois, a été finalement très modérée.

Vis-à-vis de la Corée du Nord ? Bon, on est arrivé à un accord qui n’en est pas un : on fait semblant qu’on a un accord. Christopher Hill, l’envoyé spécial de Bush, a négocié au sein de ce qu’on appelle le « Groupe des six », c’est-à-dire les deux Corée, les Etats-Unis, le Japon, la Chine et la Russie, un accord pour le désarmement de la centrale de Yongbyon. Cela s’est arrêté en chemin, parce qu’on ne savait pas si les Nord-Coréens voulaient poursuivre. On ne connaît toujours pas leur stock de plutonium et on ne sait toujours pas, hors celle qui s’est écrasée lamentablement dans la mer de Chine, de combien de bombes ils disposent. Mais on temporise. On ne peut donc pas dire que Bush, le croisé – et combien ! – dans les secteurs dont parlera Monsieur Chaliand, se soit montré d’une intrépidité particulière sur ce sujet.

La Chine ensuite. La Chine est un énorme problème, il faut le reconnaître. Mais l’Administration de Bush a été, avec un homme tel que Christopher Hill (qui vient de sortir de charge ; un homme que je m’efforçais de bien lire chaque fois qu’il s’exprimait) a été d’une modération constante vis-à-vis de la Chine. Le problème du cours du yuan ? « Non, il ne faut pas critiquer les Chinois, ils l’ont réévalué de dix pour cent depuis que nous sommes là. Chaque chose en son temps. La réévaluation est progressive. Non, il ne faut pas accuser leurs entreprises de ‘miss management’ ; tout au contraire, on voit qu’ils adoptent de plus en plus nos normes... » Une énorme compréhension !

Et le nombre de fois où Christopher Hill a fait la navette de Pékin, bien entendu en plein accord avec son patron, c’était pour construire un accord entre les deux premières puissances du monde qui sont économiquement compénétrées, interpénétrées.

L’une, les Etats-Unis, a besoin du financement de la Chine pour combler les dettes de son double déficit budgétaire et commercial. Et il n’y a d’ailleurs pas que la Chine qui y contribue : l’Est de l’Asie contribue, le Japon et la Corée du Sud aussi, mais la Chine est le principal réservoir. Donc, il faut ménager la Chine.

L’autre, la Chine, a besoin du marché américain et des investissements américains sur place.

D’où une énorme patience. Sous le mandat de Bush, on s’est apprivoisés mutuellement. Oui, on a reçu à la marge le dalaï-lama, mais sans se faire d’illusion ; il y a longtemps que cette cause est considérée par l’Administration américaine comme n’étant plus relevante. Oui, on a même rabattu les oreilles de Chen Shui-bian, le président de Taïwan, lorsqu’il voulait dresser les oreilles et faire un pas de plus vers l’indépendance de Taïwan : il n’en était pas question !

Donc, j'ai le regret de dire, parce que rien n'importe plus que la vérité, que la politique bushienne sur l'environnement chinois a été modérée. Titre du *Herald Tribune/New York Times* d'hier : « Obama durcit le ton sur la Chine. » Et qu'est-ce que son nouveau secrétaire d'Etat au Trésor met en cause ? Le cours du yuan.

Nous y voilà. J'étais persuadé dans mon for intérieur que les dirigeants chinois (pas les gens dans la rue) préféraient la continuité avec Bush. Mais nous y voilà : c'est Obama qui prend une position dure sur le cours du yuan. Où allons-nous ? Personne ne pourrait le dire, puisque personne d'entre nous ne sait quels sont les développements financiers, voire économiques, dans les semaines et les mois qui suivent.

L'autre pied du bipied dont je veux dire un mot, c'est la Russie.

Je trouve que la situation est préoccupante et que nous menons vis-à-vis de la Russie, sous l'égide bien entendu des Etats-Unis, une politique à mes yeux irresponsable. Il y a deux choses.

Il y a d'abord le système antimissile. Là aussi la vérité a ses droits.

Vous savez que la loi antimissile a en fait été votée sous Clinton, le Démocrate. Pour être clair dans la chronologie, Reagan avait fait la « guerre des étoiles », c'est-à-dire un système disposé dans l'espace qui s'est révélé un système follement dépensier, irréalisable. Le projet tombe à l'eau. Mais Clinton vient avec un système antimissile : des missiles au sol qui doivent contrarier tout lancement de missile venant de pays inamicaux. Le projet est en difficulté, il ne le poursuit pas. Bush, naturellement, le reprend.

Où en sommes-nous ?

Suivez la Tchéquie dans les semaines qui suivent, parce qu'elle n'est pas que présidente de l'Union pour six mois, elle doit aussi ratifier le projet adopté par le gouvernement d'installation d'un radar sur le sol tchèque. Les gouvernants sont pour ; la population est contre, tous les sondages l'indiquent. Pourquoi ce radar ? Pourquoi les missiles antimissiles en Pologne ? Parce que, disent les Américains, il faut pouvoir nous garantir des missiles iraniens éventuels. C'est une explication que les Russes ont difficile à recevoir et je dois dire que moi également. Pour les missiles iraniens éventuels : la Turquie est voisine de l'Iran et membre de l'OTAN ; les Russes ont fait en Azerbaïdjan un site qui est déjà destiné à cette fin...

Non, il est clair que nous sommes une fois de plus aux frontières de la Russie, comme nous l'étions lors de l'adhésion de l'Estonie, c'est-à-dire à moins de cent kilomètres de la deuxième ville russe, Leningrad, aujourd'hui Saint-Pétersbourg. Est-ce que nous réalisons ce que cela représente pour le plus grand pays du monde par son étendue et toujours le deuxième pays du monde par son armement notamment nucléaire ?

Deuxième chose que je trouve inexplicable : notre extension sans cesse prolongée de l'OTAN. D'abord la Pologne, la Tchéquie, la Hongrie, puis les pays Baltes et tous les autres. Et en juin de l'année dernière, le président Bush voulait faire entrer la Géorgie et l'Ukraine. Certains pays européens l'en ont empêché. Le problème n'a pas été repris en décembre et le rendez-vous est donc le 4 avril à Strasbourg, à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN, pour son sixantième anniversaire. Que va faire le président Obama ?

Nous rendons-nous compte de ce que nous demandons aux Russes ? Il faut toujours, quand on est deux, se mettre à la place de la personne avec qui on négocie. Si l'Ukraine était membre de l'OTAN, je me permets de vous rappeler qu'à l'est de l'Ukraine on s'enfonce davantage que Moscou vers l'Orient. Quel pays accepterait d'être contourné comme cela de tous côtés ? Pour ne rien dire de la Géorgie, évidemment, sur le flan caucasien.

Je suis donc complètement de l'avis du lieutenant-général honoraire Bricmont, dont j'apprécie beaucoup les chroniques dans *La Libre Belgique*, qui considère que c'est une provocation très grande et que nous, Européens, nous n'avons pas à soutenir des décisions qui ont pour but d'élargir sans cesse le maillage des bases américaines en Eurasie.

Deuxièmement, j'ai été très étonné par une prise de position. Voilà quelques jours, je tombe sur un article signé conjointement par von Weizsäcker, l'ancien président de la République fédérale d'Allemagne, chrétien démocrate, l'ancien chancelier Schröder, socialiste, et l'ancien ministre des Affaires étrangères, le libéral Genscher. Tous les trois, leaders de la première puissance européenne, disent la même chose (étonnante cette tribune dans le *Herald Tribune*) : « Il faut cesser de vouloir installer ce système ; nous n'entendons pas vivre en termes conflictuels avec une autre puissance européenne, la Russie. » Ils allaient beaucoup plus loin, ces trois hauts responsables, qui ont eu des responsabilités premières : « Nous n'acceptons plus, sur le sol allemand, d'armement nucléaire ! »

Je trouve donc que vis-à-vis de la Russie, tout comme je viens de l'indiquer pour la Chine et que Monsieur Chaliand le fera pour le *Grand Moyen-Orient*, pour le président Obama, les échéances ne sont pas faciles.

Quatrième point : voilà ce qui attend le président des Etats-Unis.

Que risque-t-il de faire et quel est le sens de la méprise ?

La méprise peut être double

Certains Européens ont tendance à considérer le président comme s'il était là avant tout pour s'occuper des problèmes environnementaux, pour s'occuper essentiellement des problèmes du tiers-monde et de la faim dans le monde, pour s'occuper essentiellement de l'Assemblée des Nations unies, pour avoir un meilleur équilibre dans le monde qu'un monde bipolaire.

Première méprise ! Le président des Etats-Unis – à mon avis, cela tombe sous le sens – est là pour défendre les intérêts américains. Première méprise mais sur laquelle il n'y a pas d'équivoque : vous ne pouvez pas le transformer en un secrétaire général-adjoint d'ONG, un secrétaire général de l'ONU ou que sais-je encore ?

Mais la méprise peut être plus subtile. Cela admis, qu'il est là à tout prendre, et que c'est pour cela qu'il a cherché les voix des électeurs, pour défendre les intérêts de ses électeurs, et non pas des idéaux peut-être justifiables mais étrangers aux préoccupations immédiates de sa base, une deuxième méprise potentielle surgit : oui mais comment voit-il l'intérêt des Etats-Unis ? Les intérêts des Etats-Unis, certes, mais comment les conçoit-il ?

Je dois vous dire que pendant ces deux ans j'ai repris certains auteurs que j'avais déjà pas mal lus, dont notamment Brzezinski, mais aussi d'autres, mais j'ai aussi découvert des politologues importants comme Mearsheimer, par exemple. Pour notre propos tout à fait précis, je voudrais vous citer trois personnes que j'indique à la fin de mon livre.

Richard Haass est l'ancien planificateur de la politique étrangère au département d'Etat, il était président du Conseil des relations extérieures et, à ce titre, responsable de ce que nous pouvons dire être, Monsieur Chaliand, la première revue de science politique, en tout cas dans le domaine qui est le nôtre, celui des relations internationales : *Foreign Affairs*. Il faut lire Richard Haass. Il faut lire de même Thomas Friedman. Son livre est traduit et se trouve en librairie : *La Terre est plate*. Et il faut lire Fareed Zakaria qui est un très brillant universitaire qui fut responsable de *Newsweek International* : *The Post-American World*.

Qu'y a-t-il de commun entre ces politologues, ces politiques ?

Le vingtième siècle était américain, le vingt-et-unième sera asiatique ! Le monde a été bipolaire USA-URSS durant plusieurs décennies, et unipolaire pendant une bonne dizaine d'années, de 1989 à 2001. Désormais, il sera apolaire ou multipolaire. Pas nécessairement anti-américain, mais a-américain. Voilà le miel de ces lectures dont je viens de vous parler.

Comme Obama et ses conseillers ne sont pas sots, y a-t-il une chance qu'ils s'engagent dans cette voie de multipolarité et de dialogue avec les autres nations qui doivent surgir ? Personnellement, je ne le crois pas. Et je ne le crois pas, parce que je crois que plus important que les hommes, dont l'influence sur l'histoire n'est pas négligeable, plus important que les hommes sont les forces et les structures sociales qui agissent sur eux (et ceci n'est pas du marxisme de cabaret).

Quelles sont les forces qui agissent sur tout président ? Naturellement, les structures économiques et sociales. Je vous l'ai dit tout à l'heure : je crains qu'on ne veuille engager le président dans une optique *narrow*,

ournée vers les intérêts des Etats-Unis, parce qu'il est difficile de garder les emplois, la production, etc.

Ceci est une première contrainte : il n'agit pas seul, on a financé sa campagne, les portes sont ouvertes, il devra écouter y compris les gens dans la rue qui ont peur.

Deux. Je ne voudrais pas que ceci paraisse comme une diatribe, elle ne l'est nullement à l'endroit des employeurs ou des syndicats, mais il n'y a pas que le secteur privé. Tout président est pris en main par son Administration. Quelle est la plus grande Administration du monde ? Mais le Pentagone, évidemment, la défense nationale américaine. Le plus grand bâtiment jamais construit dans le monde, c'est le Pentagone ! Le Pentagone, c'est un budget militaire équivalent à ceux des vingt pays qui suivent ! Le Pentagone, c'est une puissance incroyable sur le monde : les porte-avions américains sont dans les océans et les mers, contrôlant, comme la marine britannique le faisait au 19^e siècle, l'ensemble des mouvements de marchandises mais aussi militaires. Soit dit par parenthèse, la Chine, la fameuse menace chinoise, les Chinois n'ont toujours pas mis à l'eau leur premier porte-avions.

Voilà la réalité. Comment demander à des hommes qui ont cette puissance, ce rayonnement sur le monde, de s'en défaire ? Dire que oui, intellectuellement, c'est vrai, il faut que nous soyons ouverts, que nous partageons... c'est évidemment un peu beaucoup du rêve. Ceux qui ont une position de force et de puissance ne la quittent que s'ils y sont contraints. C'est, je crois, une physiologie politique élémentaire.

Donc, vous comprenez ce à quoi je m'attends. Je m'attends à un président dont j'ai dit les qualités, mais qui n'a pas la liberté, et qui défendra les siens. Mais je crains qu'il doive le faire dans un environnement international à la fois peu porteur, ne donnant pas tellement de marge de manœuvre, et dans des pressions s'exerçant sur lui qui ne vont pas nécessairement dans le sens d'une société immensément ouverte.

Michelet, au 19^e siècle, disait qu'il rêvait d'une France qui le siècle suivant apporterait la paix au monde. On sait ce qu'il en fût. Le 20^e siècle fut celui des guerres d'Indochine et d'Algérie. C'est dans ce sens-là que je dis que je ne crois pas que le président Obama apportera la paix au monde. Et je rappelle le mot de Rimbaud : « Entre le chemin qu'il faut parcourir pour atteindre à la bonté, il y a la distance d'une étoile. »

Et malheureusement, je dis bien malheureusement, je ne me réjouis aucunement de cela, j'essaie d'observer, mais malheureusement, je crois qu'en politique internationale, il y a un très long chemin à parcourir pour que règne la bonté.



● Gérard Chaliand

Après cet exposé lucide, je tiens d'abord à dire que ce que j'ai toujours personnellement apprécié chez Monsieur Spitaels, c'est le fait qu'il pense tout seul, qu'il n'est pas le reflet de ce que l'on répète à satiété et qui finit par passer pour une vérité au moins temporaire.

Les Etats, qu'ils soient démocratiques ou non, se définissent par rapport à leurs intérêts

En ce sens, le président Obama, qui constitue certainement un changement non négligeable par rapport à son prédécesseur, ne serait-ce que par sa qualité d'orateur, son ouverture, ses capacités intellectuelles, reste le représentant des Etats-Unis. C'est-à-dire d'un pays considérable, qui est le numéro un et qui désire, autant que faire se peut, le rester.

En deux mots, que s'est-il passé sous la présidence de Monsieur Bush et qui n'a pas été tout à fait perçu, bien que Monsieur Spitaels l'ait relevé ? C'est que en dehors de l'échec flagrant du *Grand Moyen-Orient*, ce projet qui commençait par l'Irak et qui espérait tordre le bras des Syriens, les faire cesser d'aider le Hamas et le Hezbollah, pour ensuite se tourner vers l'adversaire principal, l'Iran, et qui a donné comme résultat un Irak incertain, un Iran renforcé et une Syrie toujours présente, en dehors de cela, il y a eu usage, contrairement aux apparences, de ce qu'on appelle « le pouvoir feutré », en anglais : *soft power*.

Il y a eu effectivement cet usage pendant la période de Monsieur Bush, mais qui a commencé avant lui, sous Clinton, avec la construction de ce fameux oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Ceyhan est un port turc sur la méditerranée, amenant aujourd'hui vers l'Occident, après des frais considérables (car c'est un oléoduc politique et non pas géographique, puisqu'il a été construit dans un environnement montagnard extrêmement difficile), ce qui hier encore, jusqu'à 1991, était essentiellement dirigé vers Moscou.

Puis, il y a eu une politique menée de façon systématique de refoulement de l'ex-URSS aux frontières de la Russie. En d'autres termes, la guerre froide s'est terminée. Qu'était la guerre froide ? La guerre froide était l'endiguement de l'URSS. Mais nous venons d'assister sans le savoir, en tout cas pour la plupart d'entre nous, non plus à l'endiguement mais au refoulement. Une politique que John Foster Dulles avait essayée de mettre en place dans les années '50, au plus fort de la guerre froide, mais qu'il n'avait pas réussie, compte tenu du rapport de force militaire, mais qui, avec l'effondrement de l'Union soviétique, a été pratiquée de 1989-1991 jusqu'à l'année dernière, puisqu'elle vient de prendre fin avec la guerre en Géorgie.

Entretemps, que s'est-il passé ?

Il s'est passé que l'OTAN s'est étendue de façon rapide, essentiellement sous l'influence des Etats-Unis. Que trois pays baltes qui appartenaient à

l'ex-URSS sont passés dans l'autre camp. Je ne dis pas qu'ils appartenaient de façon juste à l'Union soviétique, je constate simplement qu'ils appartenaient à l'Union soviétique et qu'ils font aujourd'hui partie de l'Union européenne et de l'OTAN.

Et après, nous avons eu, de façon justement « feutrée », des révolutions de couleurs qui ont été mises au point de façon extrêmement intelligente. Si intelligente et subtile d'ailleurs que la plupart de nos opinions publiques ne les ont pas vues, n'ont pas compris le processus avec lequel cela était pratiqué. Et puis nous avons cru notre propagande, parce que finalement, il est plus facile d'être victime de sa propre propagande que de celle de l'adversaire.

C'est une chose que nous aurions dû apprendre en 1991, avec la première guerre contre Saddam Hussein où, finalement, à la télévision, nous n'avons rien vu et où en définitive on ne nous a même pas dit le nombre de soldats qu'on a tué de l'autre côté. Tout simplement parce que nos propres opinions publiques n'auraient pas pu encaisser la disproportion des pertes de l'adversaire par rapport aux nôtres. C'est-à-dire de 1 à 1.000 ou 2.000 !

Or donc, qu'étaient ces révolutions de couleurs ?

Cela se pratique techniquement de la façon suivante avec des Organisations non-gouvernementales (ONG) qui sont en fait pratiquement toutes des organisations « gouvernementales ». *Freedom house* en ce qui concerne les Démocrates ; autrement, des officines différentes pour les Républicains ou des gens comme George Soros, etc.

Ces ONG forment, comme cela a été le cas en Serbie d'abord, un certain nombre d'étudiants. Ensuite ces étudiants, dans le cas de la Géorgie, sont en quelque sorte responsables de contacter les partis mécontents locaux, de mettre sur pied des organisations non-gouvernementales locales, d'essayer de déboucher sur un espace libre à la télévision ou dans la presse (cela requerrait un minimum de démocratie dans les despotismes qui ont suivi la période pleinement soviétique).

Cela a réussi, par exemple, avec Chevardnadze, qui laissait un espace d'expression aux opposants. Ce qui aujourd'hui, par parenthèse, avec Monsieur Saakachvili, n'existe plus. Lui est appelé démocrate mais il y a moins de démocratie ; seulement, il est un démocrate pro-américain et non plus quelqu'un comme Monsieur Chevardnadze qui était plutôt lié aux Russes.

Il faut voir avec beaucoup de froideur et un œil tranquille quelles sont les réalités, et après on choisit soi-même, selon son penchant politique, son éthique personnelle, ses intérêts si on en a. Mais au moins, il faut déjà comprendre ce qui se passe.

Or, ces révolutions qui se sont produites et qui ont réussi dans le cas de la Géorgie, qui ont été tentées en Ukraine mais qui n'ont pas pleinement réussi, qui ont plutôt raté au Kirghizstan, qui n'ont pas réussi en Arménie, bref, ces politiques qui ne sont pas terminées - et il y en aura peut-être d'autres - ont produit des fruits tout à fait intéressants pour les Etats-Unis qui cherchent justement à repousser l'ex-URSS aux frontières de la Russie.

Cela marchait très bien tant que l'on avait Monsieur Eltsine et en même temps une Russie dans une crise financière, psychologique et politique considérable. Et beaucoup moins, bien sûr, avec Monsieur Poutine, autocrate certainement, mais nationaliste conscient, lucide, qui, profitant de l'erreur considérable de Monsieur Saakachvili qui a voulu reprendre par la force cette Ossétie du Sud, a mis un point final à ce processus du refoulement.

La question de l'Ossétie du Sud est un problème qui existe depuis 1992-93 et qui a été créé par l'ultranationaliste, le Géorgien de l'époque, Monsieur Gamsakhourdia. Les Russes en ont profité bien sûr pour essayer de conserver leur présence dans le sud du Caucase (qu'on appelle en géographie la Transcaucasie). Si ce verrou transcaucasien tombait jamais, les Russes seraient repoussés très au nord, jusqu'à Stavropol, c'est-à-dire quatre ou cinq cents kilomètres plus au nord, ce qui était l'un des buts de Monsieur Bush et peut-être d'ailleurs des Etats-Unis tout simplement.

Voilà l'une des choses qui a été réussie sous Monsieur George Bush.

Ce qui a été raté, c'est l'autre volet, celui qui a été donné comme l'expression de ce qui allait être réussi : la guerre d'Irak

Une guerre de choix et non pas de nécessité, et qui visait à installer, dans ce qu'il appelait le *Grand Moyen-Orient* et dont plus personne ne parle aujourd'hui, parce qu'on n'évoque pas un fiasco, quelque chose de démocratique et en tout cas de largement favorable aux intérêts des Etats-Unis. Destinée également à conforter un excellent allié, les Israéliens, qui étaient tout à fait pour ce type de politique, en changeant de régime. Un régime d'ailleurs indiscutablement despotique et qui brimait 80 p.c. de sa population, à savoir 60 p.c. de chiites et 20 p.c. de Kurdes.

On pouvait donc se présenter en libérateur. Et puis ensuite, s'occuper du Hamas et du Hezbollah, ce qu'Israël a tenté en 2006 et sous nos yeux tout récemment. Et puis ensuite encore, se tourner vers l'Iran et y opérer un changement de régime qui aujourd'hui paraît exclu.

En ce qui concerne l'Irak, pour être bref et ne pas revenir trop sur le passé, je dirais que l'Irak a été investi dans des conditions d'un montage reconnu, puisqu'aujourd'hui il est parfaitement admis qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive. Nous saurons d'ailleurs très bientôt, avec les rapports qui vont sortir, que l'Administration l'a toujours su, que ce sont des gens comme Dick Cheney ou Paul Wolfovitch et d'autres néoconser-

vateurs, des gens comme Rumsfeld, qui ont véritablement poussé un certain nombre de responsables dans les services à déclarer ce qu'ils voulaient qu'ils déclarent.

Cet investissement s'est plutôt mal passé. C'est-à-dire que la victoire de la guerre classique a été extrêmement rapide, mais qu'elle a été suivie immédiatement d'une insurrection d'une partie des sunnites, pour deux raisons. La première, c'est que cette insurrection a éclaté contrairement à toutes les insurrections que nous avons connues au cours des soixante dernières années, qui demandent du temps, de l'argent, des cadres formés, un soutien populaire, etc. Là, dans le cas de l'Irak, on a eu d'emblée, avec les services secrets, les Fédayins du Peuple et la garde républicaine, un noyau de gens qui avaient le savoir-faire, les armes, les finances et même le soutien au sein des sunnites.

D'autre part, Monsieur Paul Bremer, ainsi que Monsieur Tommy Franks et Monsieur George Tenet (le directeur de la CIA qui a également trempé dans le montage), qui ont été récompensés par des médailles, ont commis l'erreur de dire qu'aucun membre du parti Baas ne pouvait faire partie de la future Administration démocratique de l'Irak. Bien sûr, cette mesure n'a jamais été prise dans un pays communiste, pour la bonne raison que pour avoir un poste il fallait être membre du parti. C'était la même chose avec le Baas : on n'était pas nécessairement baasiste en bas des échelons mais, simplement, on cherchait un travail pour sa famille.

Cela a poussé l'ensemble des sunnites du côté de la rébellion, et ces sunnites, qui ne représentaient que 20 p.c., mais qui étaient les dirigeants du pays (non pas sous Saddam Hussein, mais du temps de l'empire ottoman, de la royauté et du mandat anglais), qui se considéraient en d'autres termes comme une sorte de catégorie dirigeante, ont été entièrement écartés, au profit des chiites et des Kurdes.

Les Kurdes étaient ravis : il y avait quatre-vingts années qu'ils étaient du côté des vaincus, et pour une fois, les voilà du côté des vainqueurs.

En ce qui concerne les chiites, le résultat est que leur montée conforte indiscutablement l'Iran, ce qui n'était pas nécessairement le résultat recherché par les Etats-Unis.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation qui, du point de vue militaire, a été remise laborieusement sur des rails précaires par l'excellent David Petraeus, qui a eu l'intelligence de déclarer que tout cela restait extrêmement fragile, et on constate indiscutablement qu'il y a une véritable lutte pour le pouvoir entre les diverses factions chiites. Rien n'est réglé en Irak. Rien ne sera réglé par les élections de cette année. Et les généraux ont probablement raison de s'inquiéter d'un départ trop rapide des troupes américaines qui, en définitive, garantissent le fait qu'on ne débouche pas sur la guerre civile.

En ce qui concerne l'Afghanistan, que peut-on dire ?

On peut dire que l'Afghanistan est d'abord la conséquence de l'aide qui a été apportée pendant les années '80 aux Moudjahidines pour lutter contre les soviétiques et dont on s'est totalement désintéressés par la suite, dans la mesure où à partir de '91 c'était l'euphorie aux Etats-Unis. L'euphorie boursière : on avait gagné ! C'était le triomphe de la démocratie et du marché. C'est-à-dire un véritable hubris où il n'y avait plus d'adversaire. Donc, pourquoi s'intéresser à l'Afghanistan, pourquoi s'intéresser à ces gens-là ?

On a eu évidemment le retour de boomerang de ces islamistes qu'on avait largement financés grâce aux amis saoudiens, qu'on avait largement sanctuarisés avec les amis pakistanais, qui avaient d'ailleurs reçu une formation à la fois religieuse et militaire. Et qui s'en retournaient chez eux, porter la bonne parole et le djihad. En d'autres termes : ceux qui ont commencé la guerre civile en Algérie, ceux qui sont venus conforter les maquis tchéchènes, qui sont venus en Bosnie (ils étaient deux à trois mille) pour se battre contre les Serbes, ceux qui sont allés pour combattre dans d'autres lieux, pour essaimer à travers le monde, et puis ceux qui sont retournés en Europe, parce qu'ils en étaient souvent issus, pour y créer des cellules dormantes et essayer de frapper par la suite.

Quand Monsieur Bush a déclaré la guerre globale contre le terrorisme, il lançait là un slogan vide, dans la mesure où on ne peut pas déclarer la guerre contre un phénomène dont la caractéristique est d'être clandestin. On fait la guerre contre un Etat, contre une insurrection, on ne fait pas la guerre contre le terrorisme.

Toute la politique et toute la propagande de l'époque Bush ont été fondées sur le fait qu'étaient considérés comme terroristes tous ceux qui étaient opposés à la politique des néoconservateurs et de l'équipe Bush. On mettait là-dedans un peu tout le monde, puisque le département d'Etat publiait pour 2006 seize mille attentats à l'échelle du monde. Comment s'était-il produit seize mille attentats à l'échelle du monde, alors qu'on en voyait que quelques-uns dans le journal ?

C'est qu'on additionnait aussi bien la guerre au Sri Lanka, que la guerre au Cachemire, que la guerre en Tchétchénie, que celle de l'Afghanistan, que celle de l'Irak, plus les quelques attentats isolés que pratiquaient les Al-Qaïdaïstes ou leurs émules. Car en fin de compte, on ne peut même plus parler d'Al-Qaïda mais plutôt d'Al-Qaïdaïsme, c'est-à-dire de groupes autonomes qui essaient, ici et là, de fomenter un certain nombre d'actions à caractère terroriste.

Combien y en a-t-il eu, du lendemain du 11 septembre 2001 à aujourd'hui, à l'échelle du monde, en dehors de l'Irak, de l'Afghanistan et des lieux conflictuels ? Une soixantaine à peine, c'est-à-dire fort peu. Ce mouvement qui avait promis l'apocalypse à l'Occident s'est en définitive plutôt effondré, il faut le dire et cela va être dit maintenant : on ne va plus insister sur l'extraordinaire danger que cela représente.

Monsieur Bush est parti en disant que le danger majeur qui menaçait les Etats-Unis, était le terrorisme. C'est franchement se moquer du monde. Ce n'est pas le terrorisme qui menace les Etats-Unis, c'est toute une série de facteurs, à commencer par la crise financière, la restructuration de son économie : comment rétablir une économie plus saine et ensuite comment s'occuper d'un certain nombre de dossiers sérieux où il va falloir, comme Monsieur Spitaels l'évoquait, porter réponse ?

L'Afghanistan pourrait revenir, lui qui a été considéré comme un théâtre complètement secondaire. On y a établi l'ossature apparente d'une démocratie. C'est-à-dire qu'on a élu un président. On a élu des parlementaires. On a écrit une Constitution. Mais tout cela constitue-t-il une démocratie quand il n'y a pas d'Etat de droit ?

Il n'y a pas de démocratie sans Etat de droit. Or, l'Etat de droit n'existe pas. Pas plus en Irak qu'en Afghanistan. Tout ceci est un long processus et l'idée selon laquelle les néoconservateurs prétendaient qu'on allait faire en Irak ou en Afghanistan ce qui avait été réussi au lendemain de la seconde guerre mondiale avec l'Allemagne et le Japon, était absurde si l'on considère l'avancée culturelle de l'Allemagne et du Japon, considérés par rapport à des pays comme l'Afghanistan.

L'Afghanistan, donc, a été considéré comme théâtre complètement secondaire. On l'a laissé avec 17.000 hommes pour s'occuper de sécuriser Kaboul. Seule la capitale était sécurisée. En dehors des 17.000 Américains, il y avait 8.000 soldats britanniques ; quelques milliers de soldats, non-combattants, s'occupaient de la formation de la police et des officiers.

Comme la nature a horreur du vide, les talibans qui s'étaient repliés, vu que la guerre en Afghanistan n'avait pas été menée au sol (la guerre en Afghanistan n'a pas été menée par les Américains autrement que par des bombardements aériens), sont revenus. Au nord, c'est l'Alliance du Nord, c'est-à-dire les Tadjiks, les Ouzbèques, les Hazaras, qui se sont battus. Au sud, on a payé les seigneurs de la guerre, qui étaient coutumiers du fait. C'est pour cela d'ailleurs que Monsieur Ben Laden, Monsieur al-Zawahiri, le mollah Omar et d'autres cadres ont pu s'exfiltrer eux-mêmes, peut-être en payant les mêmes seigneurs de la guerre qui acceptent volontiers d'être payés deux fois.

Tout ceci parce qu'il n'était pas question de risquer de perdre des soldats. Car il est venu une autre caractéristique dans nos sociétés, tout à fait nouvelle, inconnue, qui est qu'aujourd'hui les Occidentaux ne veulent plus faire la guerre en perdant des hommes. Ce paradoxe est né avec l'idée qu'on peut faire la guerre par avion et qu'on peut ménager ses troupes jusqu'à en perdre le moins possible ou, si l'on en perd, se retirer. Cela a été le cas avec les 241 marines, en 1982 sous Reagan, qui sont morts suite à un seul attentat mené par le Hezbollah en camion-suicide. Ces 241 marines ont compté suffisamment auprès de l'opinion publique pour que les troupes se retirent.

On a également assisté au fait qu'en Somalie 18 hommes ont été perdus et que, sous Monsieur Clinton, les Américains se sont retirés. On a assisté à cette chose très singulière, la guerre du Golfe de 1991, qui a commencé sous l'injonction : « Attention, il ne faut pas perdre d'hommes ! » Et, en effet, cette coalition en a perdu moins de 300, dont 82 Américains, mais nous n'avons jamais appris le nombre de soldats tués du côté irakiens. *After record*, comme l'a dit le Pentagone, ce dernier pense qu'il y en a eu entre 65.000 et 70.000, soit de 1 à 1.000, sinon de 1 à 2.000. Mais on ne l'a pas annoncé parce que cela paraissait disproportionné pour l'opinion publique occidentale. Ce fut une première, puisque depuis la bataille de Marathon, on a en général toujours exagéré les chiffres des pertes de l'adversaire.

Maintenant, même les pertes de l'adversaire paraissent trop difficiles à encaisser. Nos sensibilités ont changé, c'est remarquable. Seulement, nous sommes les seuls. De l'autre côté, ce type de sensibilité n'existe pas, pour des tas de raisons. L'une d'elles étant la démographie. C'est-à-dire que la démographie s'est largement modifiée au cours du dernier siècle.

En 1900, il y avait dans le nord de l'hémisphère, le Nord de la planète, de la Russie jusqu'au Etats-Unis et au Canada, 33 p.c. de gens ; aujourd'hui, il en reste un peu moins de 15 p.c. Cela change beaucoup. C'est donc qu'en bas, il y en a 85 p.c., qui consentent évidemment à payer le prix du sang, dans la mesure où ils estiment que, puisque ceux du Nord n'arrivent pas à consentir à saigner, eh bien, il faut les faire saigner pour qu'ils se retirent.

Toute la propagande comme toute l'action des talibans, est fondée là-dessus : ce qu'il faut, c'est tuer chaque année deux ou trois cents soldats de l'OTAN pour que les opinions publiques canadienne, néerlandaise, française, se retirent.

Aurait-on imaginé, par exemple, il y a seulement quarante ans, le général de Gaulle se rendant en Algérie parce qu'on avait perdu dix hommes ? Cela n'a rien à voir avec le général de Gaulle ce que je dis là, ni avec le président Sarkozy, mais simplement le fait qu'un chef de l'Etat se déplace parce qu'on a perdu dix hommes ! Cela veut dire qu'il s'est passé, dans la dimension sociale de la stratégie, un changement fantastique qu'on ne nous a pas expliqué.

Il faut comprendre dans quel monde nous vivons, il faut prendre conscience de cela. Je ne dis pas qu'il est bien ou qu'il est mal. Mon propos n'est pas éthique, mais un constat froid.

En Afghanistan, il n'est plus temps de gagner la guerre. Il n'est plus question de la gagner pour la bonne raison que les talibans l'ont largement emportée en zone pachtoune, c'est-à-dire dans la moitié sud du pays, qu'ils contrôlent compte tenu du vide. Il y a dans le sud une trentaine de milliers d'hommes occidentaux, dont, d'après l'état-major local, 3.500 seu-

lement peuvent se déplacer, les autres étant tenus de rester là où ils sont pour tenir le terrain. 3.500 hommes sont en quelque sorte, des spécialistes bien sûr, britanniques d'ailleurs, en mesure de se déplacer pour frapper ici ou là. Sur 33.000, cela fait 10 p.c. ! Donc, insuffisance de présence. Les Russes en avaient quand même 120.000 !

Deuxièmement, lorsque les Russes se sont retirés en bon ordre, les moudjahidines de l'époque ont prétendu avoir gagné et écrasé l'armée soviétique. Ce sont même eux qui, par la suite, ont dit que si l'Union soviétique s'était effondrée, c'était grâce à eux. Seulement, soyons sérieux, il leur a fallu plus de deux ans et demi pour réussir à mettre à bas le régime de Monsieur Najibullah, le dernier des régimes ex-communistes. Dans la pratique, c'était un régime qui avait accepté l'Islam et la religion du pays, qui avait mis beaucoup d'eau dans son vin et qui avait tenté un gouvernement d'union nationale. Bref, il a fallu deux ans et demi pour le mettre à bas. Aujourd'hui, si les troupes occidentales se retiraient d'Afghanistan, on ne pourrait lui donner que quelques semaines : le gouvernement de Karzaï s'effondrerait.

Il y a en Afghanistan un défi auquel le président Obama a décidé de répondre. Il va envoyer une vingtaine de milliers d'hommes. C'est nécessaire mais insuffisant. Mais il agit avec des gens comme Petraeus, c'est-à-dire des gens qui ne pensent pas que la contre-insurrection soit uniquement un décompte de cadavres ennemis mais qu'il y a d'autres techniques, comme le « diviser pour régner ». C'est ce qu'il a fait avec les tribus sunnites dans la province d'Anbar.

Il faut également absolument ramener suffisamment de sécurité pour réaliser des modifications économiques et sociales qui font que la population se rende compte que votre présence n'est pas seulement celle d'une armée d'occupation étrangère, qui ne parle pas la langue, qui ne connaît pas la culture locale, et qui par souci de ne pas perdre d'hommes fait des dégâts collatéraux largement assumés.

Qu'est-ce qu'un dégât collatéral largement assumé ?

C'est lorsque, par exemple, trois talibans se réfugient dans un immeuble, vous ne donnez pas l'assaut à pied à cet immeuble, mais vous téléphonez à l'aviation, qui bombarde l'immeuble, tue les trois types et la quinzaine de civils qui s'y trouvent. Donc, pour la septième fois (c'est la septième fois que cela se passe), le président Hamid Karzaï est obligé de prier ses alliés de ménager sa population civile. Inutile de dire que quand on tue une quinzaine de personnes, avec les familles étendues, cela fait mille personnes qui sont affectées et que cela contribue beaucoup à l'impopularité des troupes étrangères.

Il va falloir en venir un jour à discuter avec les talibans. Discussions qui se sont d'ailleurs tenues il n'y a pas longtemps, puisqu'à Riyadh, l'année dernière vers le mois d'août, il y a eu des contacts sous l'égide de l'Arabie Saoudite, entre les représentants de Monsieur Karzaï, le chef de l'Etat, et

les talibans. Les talibans ont dit : « Nous, votre Constitution, on n'en veut plus, on veut imposer la charia ; deuxièmement, on veut trois ministères : l'Intérieur, la Défense, et les Affaires étrangères. » On ne peut pas discuter sur ces bases-là. La négociation s'est donc rompue.

Il va falloir en quelque sorte que les Etats-Unis et leurs alliés (qui devront faire un effort), rétablissent une situation militaire moins précaire, arrivent à apporter une aide économique et sociale concrète pour modifier les conditions, non seulement de sécurité mais aussi de vie. Imaginez que 80 p.c. de la population pachtoune n'a pas d'eau potable. Je ne parle même pas d'électricité ; même à Kaboul, il n'y en a que deux heures par jour, et encore pas partout ! En bas, dans les maisons, ils sont riches ; en haut, là où on a construit, et ils sont trois millions autour, il n'y en a pas : on s'éclaire à la bougie ou avec de petites lampes.

Bref, il y a des changements qui doivent être opérés. Et si on veut avoir la moindre chance de modifier le rapport de force, pour ensuite discuter avec les talibans modérés pour arriver à trouver une solution (qui d'ailleurs, ne se trouvera probablement pas avec Monsieur Karsaï, qui a un côté Richard II beaucoup trop prononcé). On ne peut pas, avec le style à la Richard II, c'est-à-dire un roi indécis, à côté duquel Hamlet fait figure d'homme d'action, on ne peut pas imaginer diriger un pays comme l'Afghanistan où la force a toujours été un des moyens d'affirmer le fait qu'on existe.

Reste évidemment l'épineux problème du conflit israélo-palestinien

Inutile d'ajouter que plusieurs présidents, de Monsieur Carter jusqu'à Monsieur Bush, en passant par Monsieur Clinton, s'y sont cassés les dents.

Pourquoi ? Parce que le problème n'est pas simple.

On a deux populations sur un même territoire. Avec, au début, l'illusion du côté des Palestiniens que l'on pourrait revenir à la case « départ », c'est-à-dire à la liquidation complète de l'Etat israélien.

Pendant les six mois où j'ai vécu avec les Palestiniens, avec Arafat, Habache, Hawatmeh, en 1969-70, j'ai vu que ce qu'ils proposaient : un Etat palestinien « démocratique » entre guillemets, où on offrait aux Israéliens un statut de minorité religieuse. Il va de soi que les Israéliens sionistes s'étaient battus suffisamment pour avoir un Etat et pour n'être plus une minorité religieuse ou autre, mais bien un Etat où ils seraient majoritaires. C'était donc un programme absurde, qui n'avait aucune chance de plaire à qui que ce soit à l'intérieur d'Israël.

Il a fallu vingt ans pour que l'OLP, l'Organisation de Libération de la Palestine, réalise qu'il ne fallait pas demander la destruction mais accepter le fait que l'Etat israélien existe, et qu'en fin de compte on se contenterait de la Cisjordanie et de Gaza. Par parenthèse, la Cisjordanie et Gaza, entre

1949 et 1967, avaient été entre les mains d'Etats arabes : Gaza sous mandat et juridiction égyptienne, la Cisjordanie sous la mainmise de la Transjordanie (qui est devenue justement à partir de là la Jordanie). Donc, les Arabes n'ont rien fait non plus pour les Palestiniens. C'était un moyen commode de détourner les populations de problèmes sociaux, économiques et politiques, et de continuer à exercer le même despotisme.

Le Hamas est un mouvement dont l'existence a été encouragée par les services spéciaux israéliens : cela permettait de diviser pour régner. C'est réussi. C'est même trop bien réussi puisque le Hamas, aujourd'hui, est devenu un mouvement suffisamment important que pour être inquiétant. Non pas inquiétant sur le plan militaire, puisqu'il vient d'être en ce moment fortement frappé, largement diminué du point de vue de sa capacité militaire offensive. Mais, du point de vue politique, son prestige se trouve rehaussé par le fait d'avoir survécu et, en même temps, parce que Monsieur Mahmoud Abbas, le représentant de l'OLP, c'est-à-dire celui qui dirige à l'heure actuelle le Fatah et la Cisjordanie, se trouve démonétisé.

Il est démonétisé parce qu'il n'a rien fait pendant les trois semaines que la guerre a duré. Il aurait, par exemple, pu faire une journée de grève générale parfaitement non-violente, pour montrer qu'ils étaient d'accord avec le fait que « les autres » sont quand même des Palestiniens, même si c'est un mouvement rival. Mais il n'a rien fait. Il était très content que ses alliés circonstanciels, les Israéliens, écrasent son ennemi le plus proche. Les Palestiniens ne sont pas plus idiots que d'autres, cela a été compris. Donc, à mon avis, lors de prochaines élections, il y a de fortes chances que l'OLP baisse et que le Hamas monte.

Que faudrait-il pour qu'on ait une chance éventuelle d'avoir un processus de paix ? Il faudrait quasiment l'impossible : il faudrait que le 10 février prochain, dans quelques jours, Monsieur Nétanyahou, le représentant du Likoud, ne soit pas élu. Mais il risque fort de l'être. Et s'il l'est, bien sûr, il va être jusqu'au-boutiste. Il faudrait aussi qu'aux Etats-Unis le président dise de façon claire (le peut-il ?) que le processus de colonisation illégale, c'est fini ! Que les Etats-Unis, même si ce n'est pas bon pour les Etats-Unis, ne soutiendront pas inconditionnellement tout ce que fera Israël. Et enfin, qu'à l'intérieur d'Israël puissent s'exprimer également des forces disant qu'ils sont d'accord pour l'Etat palestinien et qu'il faut une négociation entre le Hamas et le Fatah pour trouver une plate-forme commune, une reconnaissance de l'existence d'Israël et un modus vivendi.

Cela paraît d'autant plus difficile pour le géographe quand il voit la Judée et la Samarie (c'est comme cela qu'on appelle aujourd'hui, sur les cartes israéliennes, la Cisjordanie), quand il regarde où les 220.000 colons se sont fixés aux points stratégiques, comment ont été découpées les routes, comment le territoire se retrouve comme une peau de léopard qui fait qu'aucun morceau dominé par les Palestiniens n'en touche un autre, comment la Cisjordanie est pratiquement déjà coupée en deux avec l'extension du grand Jérusalem... Tout cela se joue dans un mouchoir de poche. Il y a 25 kilomètres de Jérusalem à la frontière du Jourdain ! Ces

25 kilomètres sont de plus en plus comblés. Il y a en fin de compte une tri-division Nord, Centre et Sud de la Cisjordanie.

Si, par le plus grand des hasards, il y avait une forte pression américaine, soutenue par une partie de la population à l'intérieur d'Israël et en même temps avec un Hamas plus conciliant, capable de prendre des décisions (à ses yeux déchirantes mais que l'OLP a prises il y a déjà vingt ans), on pourrait peut-être déboucher sur la dernière chance. Je suis d'accord avec Monsieur Thomas Friedman qui aujourd'hui, dans le *Herald Tribune*, a commencé par dire : « Cette fois-ci, pour l'Etat palestinien, il est moins cinq. » En effet, il est vraiment moins cinq et il est à craindre qu'on arrive à minuit sans résultat.

Voilà le bilan de cette zone dite de crise.

La longue hégémonie de l'Occident vient de commencer de prendre fin

J'ajouterai qu'en ce qui concerne la Russie, nous les Européens, très franchement, nous ne la considérons pas comme un ennemi. C'est certainement un voisin ambigu, un voisin avec lequel il faut savoir traiter avec détermination, mais ce n'est pas notre ennemi, contrairement à ce qu'il a représenté pour l'Administration Bush.

En ce qui concerne la Chine, je partage le point de vue de Monsieur Spi-taels. Je crois que les Chinois sont perçus comme l'adversaire majeur de demain ; il va donc falloir leur tordre le bras au maximum. Bien que les Chinois essaieront de faire patte de velours le plus longtemps possible, pour paraître le moins inquiétant possible. Mais comme toute puissance, dès qu'ils deviendront plus puissants, ils frapperont sur la table.

Ce que je retiendrai de ce que nous avons dit l'un et l'autre, puisqu'en somme nous engageons le dialogue, c'est que la politique est un sport fondé sur le pouvoir, sur les rapports de force, sur les intérêts. Et que, par définition, les déclarations qui peuvent être faites pendant les périodes électorales, en promettent toujours beaucoup.

Bien sûr, Monsieur Obama n'est pas Monsieur Bush junior. La rhétorique change. Il y aura d'autres changements, certainement. Je pense, par exemple, qu'il y aura concertation avec les alliés.

Je pense qu'on ne peut pas exclure des discussions avec l'Iran, qui reste un des problèmes majeurs. Est-il possible de mettre l'Iran dans le cadre d'une négociation globale, en leur disant qu'on leur reconnaît le droit d'avoir un nucléaire civil mais pas militaire, en leur reconnaissant, enlevant l'embargo, leur statut de puissance régionale, qui est une évidence ?

Est-ce qu'on peut avoir une conférence en ce qui concerne l'Afghanistan, qui dépasse le cadre de l'Afghanistan – parce qu'en fin de compte,

l'épicentre de la crise n'est pas en Afghanistan mais au Pakistan ? Il faut lier les deux. Et quand, à partir du moment où on lie les deux, il faut que les Indiens soient inclus, parce que les Pakistanais ont le sentiment que les Indiens veulent étendre leur influence au Pakistan (eux qui considèrent, à tort ou à raison, depuis très longtemps que le Pakistan ne peut survivre que s'il a une sorte d'arrière stratégie en Afghanistan)... Il va falloir également inclure les Russes, qui ont leur mot à dire, aussi bien sur l'Iran que sur l'Afghanistan. Bref, il y a de grandes manœuvres à faire.

Est-ce que ce président sera capable de le faire ? Jusqu'où est-il libre ? En effet, le Pentagone reste très important et le but des Etats-Unis est forcément d'essayer de rester le numéro un aussi longtemps que faire se peut.

Cela n'empêche pas que, pour l'observateur froid, on constate que la longue hégémonie absolue de l'Occident, de l'Europe et de l'Occident, qui commence probablement vers le 17-18^e siècle et qui s'est étendue jusqu'à hier, vient de commencer de prendre fin, ce qui peut prendre encore du temps.



● Guy Spitaels

Très brièvement, parce que je crois qu'il faut laisser la parole à la salle. Sur le fond, nous avons déjà pu le constater il y a quelques années, Monsieur Chaliand, je crois que notre approche... (**Gérard Chaliand** : – Fondée sur une pratique relativement similaire, arrive hélas à des conclusions similaires)... Voilà... Je ne peux pas partir en guerre contre votre exposé. Au contraire, j'y adhère.

Peut-être trois brèves remarques, pour respecter la règle convenue du jeu.

Un : la Palestine. Je ne sais pas si nous nous sommes bien compris. Je crois que Nétanyahou risque d'arriver en tête aux élections du 10 février prochain (**Gérard Chaliand** : – Oui), mais je ne pense pas qu'il risque d'être majoritaire et ce qu'on dit généralement, c'est que la guerre a été tellement bénéfique pour le ministre de la guerre travailliste que Kadima de Tzipi Livni et le parti travailliste auront plus de voix et pourraient former une coalition, et donc le pire serait probablement évité avec Nétanyahou.

Deuxième remarque. Ce qui me frappe dans toute la stratégie d'Israël, c'est peut-être l'absence de stratégie de fond. Car il faut toujours bien garder à l'esprit que : oui, Intifada 2, les chars arrivent, on agit dans la Cis-jordanie ; oui, on envahit deux fois le Liban ; oui, on envahit Gaza...

Vous avez parlé à juste titre du rêve d'un Etat homogène mais au bout du compte, il faut toujours bien garder cela à l'esprit : dans moins de vingt ans, dans l'espace entre la mer et le Jourdain, les Juifs seront minoritari-

res. Et dans moins de quarante ans, étant donné le taux de natalité de la population arabe qui représente aujourd'hui 20 p.c., à l'intérieur du sol d'Israël, les Arabes seront majoritaires dans l'Etat d'Israël.

Alors, quelle est la stratégie d'Israël ? Comment un peuple si intelligent croit-il que l'on peut modifier des données aussi contraignantes ? Je vois les ripostes, je vois les actes d'initiative comme en '56 avec les guerres du Liban, mais je ne vois pas quelle est la vision stratégique avant qu'ils ne soient minoritaires dans la zone.

Troisième remarque : l'Iran. Vous avez dit, à juste titre, qu'Obama va s'efforcer une négociation. Je suis d'accord, parce que je pense, un, que l'embargo qui existe depuis la prise de pouvoir des islamistes en '79 ne donne pas de fruits, pas plus qu'il n'a donné de fruits à Cuba depuis 1962. L'embargo est une solution inerte. Deux, qu'il est inutile d'espérer la perte de pouvoir du président de la république Ahmadinejad, en juin prochain, parce que cela n'a aucun intérêt. Ahmadinejad n'est pas le détenteur du pouvoir. Le détenteur du pouvoir est l'ayatollah Ali Khamenei et Ahmadinejad est la poupée qui sert de vent pour provoquer certaines réactions. Le régime n'est pas, à mon sens, menacé d'instabilité. Les bombardements, comme les Israéliens y ont pensé un moment, demandant au président Bush à la fois des bombes perforantes de bunkers et d'autre part le survol de l'Irak, sont une stratégie tellement folle que je veux encore croire que ni Israël ni son allié américain n'y recourront et qu'il faudra négocier.

Le seul problème qu'il y a peut-être, c'est que – je dis les choses très simplement – je ne suis pas persuadé, même s'ils le disent, que l'ayatollah Khamenei ait tranché le débat et que l'atome doive être pacifique. Je n'en suis pas si sûr. Parce que l'Iran est entièrement entouré de forces ennemies. Trois pays voisins, qui ne sont pas nécessairement ennemis mais qui ont la bombe : le Pakistan, la Russie et, hélas, Israël. Et je ne suis pas certain que la grande puissance perse, cette grande nation avec son passé historique, qui rêve d'un grand rôle régional, n'ait pas tiré comme leçon que désormais pour compter, pour créer un équilibre de la terreur, il faut détenir cet élément. Donc, à mes yeux : grand suspens.

Dernière réflexion. Je suis tout à fait d'accord avec le diagnostic de Monsieur Chaliand selon lequel on a surfait la force d'Al Qaida ; qu'il rétrocede plutôt et que ce sont de petites structures (comme ces groupements qui étaient sortis des grands mouvements de la révolution algérienne), qui se sont rebaptisés et puis se sont affiliés à Al Qaida. Et s'il est vrai qu'il y a des multiplications de groupes comme cela, le diagnostic est que Al Qaida et même les Al Qaidistes ne prospèrent pas.

Reste que, pour fixer les choses dans votre esprit, sans lien avec Al Qaida, je suis tout de même, quand on parle de l'influence de l'Occident sur cette zone, frappé par le fait que l'extrémisme politique y gagne du terrain dans. L'Iran, c'était fait en '79. L'Irak, attendons ce qui va suivre le retrait.

En tout cas, ce qui est acquis, c'est le Sud-Liban. L'influence du Hezbollah y est considérable. Je ne vois pas le Hamas dégager Gaza, ni même, s'il devait y avoir des élections, ne plus être en tête au scrutin, comme il le fut très démocratiquement dans des élections observées par la présence internationale. Je vois la Somalie, pays peu peuplé mais immense. L'échec de l'Ethiopie. Je vois l'Erythrée, au nord de la corne. Et donc mon sentiment, nonobstant ce que vous avez dit de l'Afghanistan, est que je me rallie entièrement à votre vue sur la force des talibans par rapport à nos escadres. Si l'on prend ces zones vertes, qui vont de la Mauritanie jusqu'à l'Indonésie (mais le Sud-Est et l'Indonésie sont plus calmes) et, pour nous arrêter à l'Afghanistan et en tout cas à l'Ouest du Pakistan, avec les zones tribales et les territoires du Nord, je vois depuis une vingtaine d'années, le radicalisme s'implanter de plus en plus. Et le régime syrien, qui n'est pas islamique, paraît indéboulonnable, qu'il s'agisse du père ou du fils Assad.

Voyons bien cela : l'Occident rétrocede, même si Al Qaida flanche assurément.



● Gérard Chaliand

Je vais être bref et juste garder le dernier point de vue.

Effectivement, l'Iran marche probablement vers la nucléarisation à un moment ou l'autre. Je voudrais simplement ajouter qu'on se nucléarise d'abord pour se sanctuariser. (**Guy Spitaels** : – Bien sûr). La non-prolifération n'a jamais été qu'un traité pour retarder la prolifération. Soyons sérieux, on n'est pas obligés, nous, de penser comme des Etats.

En vérité, les Etats qui ne disposent pas de la bombe, sont des Etats qu'on peut terroriser. Donc, vouloir la bombe c'est en même temps vouloir se sécuriser soi-même.

Le fait de la détenir crée-t-il l'usage ? Cela demande à être prouvé. Je dirais qu'en ce qui concerne le Pakistan et l'Inde, depuis que tous les deux l'ont, on n'a pas du tout le sentiment qu'ils montent allègrement aux extrêmes, mais au contraire qu'ils freinent et qu'ils savent qu'il y a uniquement les stratégies indirectes qui sont ouvertes pour exprimer leurs antagonismes.

En ce qui concerne Israël et la population palestinienne, si l'on voulait être cynique, il est vrai que la solution idéale pour les Israéliens (mais ils n'avaient pas du tout cette mentalité en 1967) aurait effectivement été, dans le climat de l'époque, de vider complètement la population une bonne fois pour toutes. C'est trop tard, cette population est faite pour rester. Il va falloir faire avec. Donc, trouver une solution.

En ce qui concerne la radicalisation des Etats arabes ou musulmans, en dehors de l'Iran qu'on peut prendre au sérieux, avec l'ayatollah Khamenei,

je crois que Monsieur Ahmadinejad sera un jour ou l'autre complètement démonétisé et mis de côté, parce qu'il a largement fait son office.

Je pense qu'il faut aussi dire qu'aucun de ces Etats ne représente ni ne représentera quelque chose de sérieux comme la Chine ou l'Inde. Ce que nous sommes obligés de constater, c'est que les djihadistes utilisent des moyens spectaculaires mais virtuels au fond ; ils sont extrêmement coûteux, ils sont une nuisance considérable, mais que changent-ils au statu quo ? Rien du tout !

Quand on est musulman et ultranationaliste, ce qui frappe dans l'évolution des quarante dernières années, c'est que les Chinois, eux, avancent et sont tellement pris au sérieux qu'on les considère comme des adversaires. Que les Indiens pèsent d'un poids considérable. Mais que finalement soi-même, on est divisés, avec des régimes impopulaires, dont la plupart ne feront même pas de croissance. Et aujourd'hui qu'est-ce qui justifie un régime de ce type ? La croissance ? Ce n'est pas leur programme.

Le bilan est donc extraordinairement médiocre. Il sera temps de se mettre au travail sérieusement, en réexaminant les choses et en ne s'imaginant pas que le recours au religieux suffise de façon magique à résoudre les problèmes.

C. Débat avec le public

Question. – Nous avons tous été impressionnés par le nombre d'Américains, je crois qu'ils étaient quelque deux millions, qui ont participé à l'investiture du président Obama. Ce qui traduit à mes yeux une profonde attente vis-à-vis de leur président, au niveau de l'action sociale, politique et financière, dans leur propre pays, puisqu'on assiste de facto à une inflation du crédit qui provoque une crise du surendettement.

Ne croyez-vous pas, par rapport à la politique étrangère qu'on a connue sous les Bush, qu'il y aura aujourd'hui un déplacement du centre de gravité, par une prise de conscience de l'Administration américaine ? Et qu'elle s'occupera véritablement des problèmes économiques et sociaux des Etats-Unis qui, dans un contexte global, sont confrontés à une crise financière, économique, qui, pour le moment, au niveau des gouvernements nationaux, est ajustée par des rustines que l'on applique de temps en temps pour recapitaliser de l'argent dans les institutions bancaires et financières ?

N'y aurait-il pas là une reconsidération à faire ? En sont-ils conscients ou pas ? Quand on sait qu'ils perdent des milliers d'emplois par jour, je crois que c'est très important et que les Américains attendent beaucoup de leur président au niveau de la politique intérieure et économique.

● Guy Spitaels

Deux très brèves réflexions pour que la parole circule.

Attention sur la profonde attente des deux millions. Oui, la présence était exceptionnelle. Cherchons une grande nation d'Europe, prenons l'Allemagne qui est de loin la plus importante, somme toute c'est plus du quart de la nation américaine, je ne vois pas quelque chose de comparable qui puisse se produire. Mettons qu'aux autres *inaugural address*, aux autres prestations de serment, il y avait un million et pas deux.

C'est là ce que je voulais faire entendre dans mon premier développement tout à l'heure, c'est qu'il y a une participation civique, une participation électorale, une implication des Américains dans la désignation de leurs dirigeants qui change, je l'ai dit, avec nos réactions fatiguées vis-à-vis de notre propre système. C'est tout à fait clair.

Deux. N'y a-t-il pas possibilité de créer un consensus aux Etats-Unis pour s'emparer de cette crise financière et économique qui commence et qui suit ? Sûrement. Obama, je vous disais mon sentiment tout à l'heure, a été habile dans la composition de son équipe : à la fois des Démocrates de l'ancienne équipe, un membre très notoire de l'équipe Bush, (puisque de la Défense, on en a dit l'importance) et des experts financiers.

Comme Monsieur Chaliand et moi lisons le même journal, nous avons lu tous deux aujourd'hui le très bon article de Friedman sur la Palestine. Je ne sais si vous avez lu l'article, dans le *Herald* de ce matin, sur ce qui se passe au Congrès pour l'adoption du Plan Obama ? Obama a été très habile dans l'élargissement de son équipe. Il faudrait que le plan soit adopté avant le 15 février, qui est la date des vacances parlementaires. Mais les Républicains renâclent, en disant : « Oui mais enfin, vous nous soumettez un plan, vous nous demandez nos votes, mais nous n'avons pas été beaucoup consultés, ce ne sont pas nos idées. » A quoi Pelosi, la présidente de la Chambre, à répondu : « Ce sont tout de même les Démocrates qui ont gagné les élections ? » Oui mais, réponse à la réponse : « Vous avez besoin de nos voix, singulièrement au Sénat. »

Car il s'est passé une chose dont je ne sais pas si vous l'avez très bien perçue. Nous pouvons, en France comme en Belgique, faire ce qu'on appelle du *filibustering*. C'est-à-dire, dans les assemblées, lire des bottins téléphoniques, raconter n'importe quoi pour occuper le temps. Mais pendant mes vingt-cinq ans de vie parlementaire, j'ai toujours vu les présidents agir quand trop c'était trop. Au Palais Bourbon, on connaît même le numéro de l'article qui permet au gouvernement de faire court et de dire : « Messieurs, nous allons trouver un arrangement, il y a une conférence des présidents. » Et on dit : « Vous pouvez *filibuster* durant deux, trois jours, et puis on vote. »

Il semble qu'aux Etats-Unis, et je serais heureux d'avoir sur ce point l'avis de Monsieur Chaliand, quand on n'a pas soixante sénateurs sur cent, l'opposition qui en a plus de quarante dispose, par une technique que je ne décortique pas complètement, d'un pouvoir de blocage. Il se trouve que les élections ont donné cinquante-huit sénateurs démocrates sur cent. Donc, les sénateurs ont toujours le pied sur la pédale de frein.

Je vois ce matin que la discussion fait rage et que même dans cette atmosphère que je crois en effet gravement préoccupante, les partis disent : « Oui, mes objectifs à moi... » En gros, vous savez bien que les Républicains mettent davantage l'accent sur la politique de la demande, c'est-à-dire la réduction d'impôt et que les Démocrates sont tentés de mettre l'accent sur la politique de l'offre, keynésienne si vous voulez, la relance des investissements. Or, on entendait encore ce soir qu'il n'est pas sûr du tout que les investissements mettent fin à la crise et qu'en 1940, dans la grande crise des Etats-Unis, il y a eu deux vagues. Les Américains avaient toujours, en 1940, 18 p.c. de taux de chômage.

Donc, point d'exclamation sur une politique qu'idéologiquement je devrais défendre : la relance par l'offre, par les investissements, mais dont il faut bien constater que c'est ambigu. Les deux camps campent : préférence chez les Républicains pour les abaissements fiscaux ; chez les Démocrates, pour la relance. Il faut faire un paquet équilibré. Je n'imagine pas que dans ce grand ébranlement actuel des intérêts partisans puissent prévaloir. Donc, d'ici le 15 février on aura voté un *package*.

J'indique simplement que les deux millions ne font pas que c'est plus facile pour le régime politique de décider.

Q. – Il est vrai que nous avons la chance de passer une soirée inouïe, puisqu'avec deux orateurs d'exception. Mais particulièrement, Monsieur Spitaels, dans vos quatre développements, vous avez fait mention du lobbying et de la finance. Or, voici quelques jours, je lisais un article *Obama et le défi du réchauffement climatique*. On sous-entendait dans l'article qu'il fallait en quelque sorte flatter l'opinion publique, mais que ce n'était peut-être pas vraiment une véritable nécessité d'abonder dans ce sens-là, en tout cas pas de manière immédiate.

Ne croyez-vous pas que la crise économique et financière actuelle ne fasse passer ce défi important, surtout pour les plus jeunes Américains, au second plan ? Est-ce que le lobbying va se poursuivre pour que cet objectif primordial et majeur, ce défi écologique important, ne soit pas une réalité primordiale et première dans les réflexions immédiates ?

● Guy Spitaels

Deux brèves remarques.

La première : je ne crois pas à nouveau qu'on puisse être manichéens s'agissant des partis politiques américains. En compagnie de quelques compagnons (que je salue au deuxième rang), venus d'autres coins de Wallonie et pour deux d'entre eux de Flandre, nous étions dans l'Ouest des Etats-Unis il y a quelques mois. Nous avons été frappés combien dans ces Etats et singulièrement la Californie (dont le gouverneur est Schwarzenegger, qui eut été un très bon candidat présidentiable s'il avait eu le bon goût de naître aux Etats-Unis), la politique des énergies alternatives est développée.

Ciel ! Que de querelles dans nos journaux locaux pour quelques éoliennes ! Quels champs avons-nous vu d'éoliennes ! Quels champs de panneaux solaires !

Je veux dire : ne simplifions pas. Un gouvernement républicain peut avoir une politique extrêmement « progressiste ». Obama par rapport à Schwarzenegger, ce n'est pas le jour succédant à la nuit, comme disait imprudemment Lang de François Mitterrand. La politique, ce n'est pas aussi contrasté.

Deux. Oui, vous avez raison dans la partie la plus importante de votre question. Bien entendu que d'aucuns n'ont pas entrevu combien certains développements sur la croissance zéro, combien le primat donné à ces soucis est éminemment légitime et d'une fragilité totale.

Et maintenant, voilà la crise. Il n'y a plus que d'empathie pour la protection de l'emploi, il n'y a plus que d'empathie pour la protection des économies que tous les citoyens voient fondre, et soudainement le problème environnemental est très relativisé. Il devient donc plus difficile pour un homme politique. La cause est toujours sympathique, mais quand il faudra décider de l'investissement dans une entreprise, celle que vous indiquez aura-t-elle la priorité ? Là est toute la question.

● Gérard Chaliand

J'aurais juste à ajouter que sur le lobbying, il me semble que Monsieur Obama a en tête l'idée que le lobbying en politique étrangère ne devra pas conserver la place qu'il a eue au cours des années précédentes. Que trop de lobbies, quels qu'ils soient, ont infléchi la politique des États-Unis et pas toujours dans le sens de ses intérêts.

● Guy Spitaels

Je suis d'accord avec Monsieur Chaliand. Reste à savoir si le rôle de l'AIPAC, dont je parle longuement dans mon livre, c'est-à-dire le grand lobby – attention : non pas juif, au contraire, certains Juifs sont opposés à ce rôle du super lobby pro-israélien qui a une influence très considérable sur les hommes politiques... Si je me permets de dire cela, c'est parce que le dernier mandat d'Hillary Clinton a été acquis à New York et qu'il n'est pas besoin d'insister lourdement sur l'importance de ce lobby dans la première ville des États-Unis.

Q. – Monsieur Chaliand parlait de quelqu'un qui paraissait être absent des élections américaines, c'était de Dieu. Or, à mon avis il était très, très présent. On lui demande de bénir : « *Que Dieu bénisse l'Amérique* » est un slogan qui a été fort utilisé. Je me posais la question du côté musulman. Au niveau de leur Dieu : que leur demande-t-il ?

Le Dieu des Américains ou le Dieu des musulmans a-t-il conscience qu'il y a quand même une pénurie pétrolière qui est en train de s'annoncer dans le monde ? Est-ce qu'avec la restriction de cette matière première, qui est

essentielle et qui crée les conflits politiques actuels, est-ce qu'avec cette raréfaction du produit, n'irait-on pas, peut-être, vers une politique et un monde plus assagis ?

● **Gérard Chaliand**

Ce que je retiens, c'est que vous avez dit qu'il y avait une pénurie de pétrole. Il n'y a pas de pénurie de pétrole ! Son prix a baissé. Il y en a beaucoup. D'autre part, aujourd'hui aux Etats-Unis comme dans d'autres endroits, on cherche une alternative, dont le gaz, par exemple. Et je crois que le véritable problème aux Etats-Unis, est d'en user moins et de s'adapter à un autre type d'économie. C'est ce que Thomas Friedman a d'ailleurs répété depuis des mois et des mois. Et je pense qu'on va aller graduellement dans ce sens-là, avec une consommation moindre. Mais ce n'est pas du tout le pétrole qui manque.

Q. – Merci pour vos brillants exposés. Je suis un peu étonné qu'en tant qu'intellectuels européens vous n'ayez pas situé l'Europe, le rôle de l'Europe dans ce monde multipolaire qui est à nos portes. Je vous signale que les Etats-Unis ont posé un acte de guerre vis-à-vis de l'Europe et de la Chine en laissant tomber la banque avec les intérêts étrangers, Lehman-Brothers. On ne va pas entrer dans ce débat-là aujourd'hui, mais ce n'était pas innocent ; pour moi, c'était un acte de guerre.

Deuxièmement, je constate, je vais le dire crûment, je caricature, je retiens de vos exposés que : un, nous sommes des ignorants ; deux, nos médias nous racontent n'importe quoi et nos hommes politiques aussi, puisqu'aujourd'hui on va nous démontrer qu'il n'y avait pas d'armes massives en Irak et qu'il n'y avait pas lieu de faire la guerre. Je fais un raccourci, je le sais, mais je me pose quand même beaucoup de questions. Nous sommes donc manipulés, nous les Européens. On essaie de nous faire croire qu'on va continuer à vivre dans notre petit confort, mais qu'on doit surtout rester absents des grands débats de la scène mondiale. Quand on est ignorant et qu'on manque de recul, on n'est pas élevé au rang humain.

Ce qui m'inquiète le plus, c'est la dérive des Etats-Unis, puisque la fin ne doit pas toujours justifier les moyens. Je ne suis pas pro-américain mais quand on voit comment les Etats-Unis ont pu abandonner leur statut d'Etat de droit modèle, avec ce que l'on sait, je crois qu'on peut se poser beaucoup de question en tant qu'Européens. Quel rôle pouvons-nous encore jouer dans ce débat ?

● **Guy Spitaels**

Je pensais que vous alliez ajouter une quatrième observation que je me permets de soumettre à votre sagacité. Vous avez dit : un, nous sommes mal informés ; deux, les médias ne nous disent pas la vérité ; trois, les hommes politiques nous manipulent. Et je pensais que la quatrième question eut été, à l'adresse de Monsieur Chaliand et de moi-même : comment, puisque vos modes d'analyse et vos grilles de lecture sont relativement semblables, avez-vous aussi peu d'influence, sinon aucune ?

Car c'est frappant : ce que vous avez entendu ce soir n'a aucun écho dans le monde politique. Aucun écho. Au contraire, le monde politique s'est beaucoup plus uniformisé que quand il y avait Chirac et Schröder. Ne remontons pas bien sûr à la politique gaullienne. Mais vous vous trouvez devant une uniformisation. C'était facile d'appeler Blair le caniche de Bush, mais de facto que faisons-nous ? Quelle est notre voix ?

Qu'avons-nous à dire sur le Proche-Orient ? Nous allons payer pour la quatrième ou cinquième fois : tout l'équipement, tous les hôpitaux, les écoles, les infrastructures qui ont été détruits à Gaza. Mais nous allons payer ! Nous, les citoyens ! Ce sont les contribuables qui, par les fonds européens, paient cela. Nous allons le payer et nous serons priés de nous taire !

Nous sommes un des quatre membres du *quartet*, avec les Etats-Unis, la Russie et les Nations unies, mais nous ne dirons rien. Et nous sommes incapables de dire quelque chose, puisque nous ne savons même pas nous accorder sur la question de savoir si nous pouvons dialoguer avec le Hamas ou pas. La dernière réunion européenne l'a encore démontré. Nous ne savons pas nous accorder sur la question de savoir si nous voulons que notre action dans la bande de Gaza soit soumise ou pas au contrôle du Hamas qui règne toujours sur ce territoire.

C'est un exemple parmi d'autres, mais dans tous les domaines... Alors, demandez-vous, comment mon collègue, Monsieur Chaliand, et moi-même ne comptons pas. C'est pire que ce que vous avez dit. Si les hommes politiques manipulent, ils ont au moins un rôle. Nous n'avons aucun rôle ! Les idées auxquelles nous croyons n'ont aucun écho. Les partis politiques n'ont jamais été sur la même ligne, mais tous sont d'accord avec le « grand frère », évidemment.

● Gérard Chaliand

Je me situe en tant qu'Européen et je constate que lorsqu'en 1989-1991 le monde communiste européen s'écroule, l'Europe qui disposait jusque là du parapluie américain, parce que nous avons un adversaire, cette Europe des quinze, ne fait rien. Nous n'avons rien fait. C'était le moment de faire une Constitution. On a attendu dix ans pour la faire, quand nous étions vingt-sept. Entretemps, la dynamique a été donnée par les Etats-Unis, par l'élargissement de l'Union et de l'OTAN.

Deuxièmement, en ce qui concerne la Yougoslavie, où il y avait finalement dix millions de Serbes et où étaient impliqués les Allemands, les Français, les Anglais : 250 millions qui, soixante ans avant faisaient trembler le monde. Ont-ils eu la volonté de faire quelque chose ? Rien ! A chaque fois, que ce soit pour la Bosnie ou pour le Kosovo, on a téléphoné à l'Oncle Sam pour qu'il vienne régler le problème.

Il y a même eu une histoire entre le Maroc et l'Espagne, que les Américains sont venus régler.

On a honte d'être européen à cette aune. Nos dirigeants ont été des zéros. Et nous, citoyens, on n'a rien exigé non plus.

Voilà.

– Intervention du professeur Christian Cannuyer, historien.

Monsieur Chaliand, vous avez rappelé qu'il est minuit moins cinq pour le problème israélo-palestinien et j'abonde évidemment dans votre sens. Il est sûr que le Hamas vient de remporter une victoire psychologique énorme, qui risque de se conforter si après-demain les frappes israéliennes reprennent. Une victoire non seulement en Israël mais dans tout le Proche-Orient.

Pour faire pencher un petit peu la balance vers la petite fille espérance tout de même, j'ai cru saisir dans le discours d'investiture de Barack Obama, des accents qu'on peut peut-être un peu considérer comme don-quichottesques mais qui m'ont rappelé Jimmy Carter. Or, Jimmy Carter a quand même été le seul président des Etats-Unis, depuis une trentaine d'années, qui a su faire preuve de fermeté à l'endroit d'Israël.

Ne pourrait-on pas imaginer que Barack Obama, précisément, puisse dire demain à Israël : « Maintenant c'est fini, soyons logiques, respectons l'esprit des accords d'Oslo, arrêtons la colonisation » – d'autant, tout de même, que d'autres poches gravissimes d'instabilités peuvent éclater demain au Proche-Orient ?

Je pense à l'Egypte, un pays beaucoup plus instable qu'on ne le croit. C'est l'allié le plus stipendié de la région par les Etats-Unis, après Israël. Or, l'Egypte est un colosse aux pieds d'argile. L'impéritie des gouvernants, la paupérisation croissante de la population, est une marmite qui peut demain éclater. Comme le malaise communautaire et confessionnel peut demain de nouveau générer une guerre civile au Liban.

● Gérard Chaliand

La dernière livraison de l'hebdomadaire *The Economist*, qui n'est pas particulièrement à gauche, suggère pour le président Obama qu'il déclare avant le 10 février, c'est-à-dire avant la date des élections en Israël, que les Etats-Unis n'accepteront en aucun cas aucune extension nouvelle des colonies. Ce serait en somme un très sérieux coup de main donné au *ticket*, comme on dit en français, entre Madame Tzipi Livni et le cas échéant quelqu'un d'autre qui pourrait être Ehoud Barak et qui, en quelque sorte, marginaliserait quelque peu les chances de Monsieur Nétanyahou. Le fera-t-il ? A-t-il les moyens de le faire ? Je n'ai pas de réponse. Attendons.

● Guy Spitaels

Il ne serait pas bien que je ne réponde pas également très rapidement à Monsieur Cannuyer.

Nous n'avons pas la même lecture du discours inaugural de Barack Obama. M'a frappé, par exemple, pour prendre un seul passage, qu'il rend hommage aux soldats américains tombés à Khe Sanh. Quelle incroyable

histoire ! Donc, cette guerre contre laquelle tous les Etats-Unis se sont levés dans les années '60 et '70 – et en Europe aussi. La guerre universellement dénoncée par les peuples du Sud, par l'Europe et par une partie importante de l'opinion américaine, qui devait conduire Nixon, entré au pouvoir avec son secrétaire d'Etat Kissinger, à renouer avec la Chine pour y mettre fin. Obama fait l'éloge des soldats tombés dans la guerre affreuse de Khe Sanh, ville qui tomba lors de l'offensive du Têt. Donc, au moment où le président français fait retirer de la Constitution les aspects positifs de la colonisation, voilà le président élu de gauche, Démocrate, qui rend hommage à ceux qui sont tombés dans une guerre néocoloniale du Vietnam !

Soyons prudents sur le personnage.

Deux. Dans l'esprit d'apporter une petite pierre aussi. Je fais cette suggestion dans un article que je rédige pour l'instant. C'est clair, les Israéliens n'accepteront jamais un gouvernement conduit par le Hamas. Pas de direction du Hamas. D'autre part, il est impossible de faire quoi que ce soit pour la négociation politique avec deux gouvernements palestiniens. Donc, tous les efforts doivent porter, comme le veulent les pays arabes et un peu tout le monde, vers une unification du mouvement palestinien.

Pas le Hamas ?

Evidemment, pas le président Abbas, arrivant en fin de mandat, usé sinon démonétisé. Pas son Premier ministre, qui est un pâle personnage qui n'a aucun écho dans la population.

Je fais la proposition que les Israéliens libèrent Barghouthi, un homme de l'OLP, qui a une très bonne presse du côté du Hamas, et qu'on ait un gouvernement de coalition nationale, conduit par quelqu'un du Fatah, qui est dans les geôles israéliennes depuis la seconde Intifada, et qui pourrait faire l'unité des Palestiniens. Gage de bonne volonté, n'est-il pas vrai ?

● Gérard Chaliand

Technique classique chez les Britanniques qui avaient l'habitude de mettre en prison un leader nationaliste relativement modéré, avec qui on pouvait discuter, et de le ressortir au moment utile, comme Jomo Kenyatta et bien d'autres. On verra. Je pense que cette solution, à laquelle j'ai songé aussi il y a quelques années, me paraît probable.

Q. – J'ai bien aimé toutes les interventions qui ont été faites ce soir. J'ai surtout noté la personne qui est intervenue en disant qu'il était incroyable que les Etats-Unis n'aient finalement pas assez fait attention à leurs problèmes économiques et sociaux. On pouvait parler des Etats-Unis en parlant des conflits et de la géostratégie. Bien évidemment, en tant qu'empire, ils se trouvent dans des situations très délicates dans beaucoup de pays où ils ont imposé des problèmes, où ils ont soutenu des régimes anti-démocratiques, où ils ont mis une pression sur les gens. Je comprends tout à fait, on a bien fait d'en parler.

Après 2001, étant donné que c'est un empire qui a été attaqué, la première réaction qu'ils ont eue a été d'aller en Afghanistan, pour soi-disant déloger les talibans. Mais là où ils sont allés trop loin, c'est de s'engager, alors qu'ils auraient pu écouter l'Europe, dans la guerre en Irak ; alors qu'ils savaient très bien qu'ils étaient déjà face à des problèmes économiques inconcevables et incroyables.

Ils ont laissé filer tous les déficits publics et commerciaux américains. Aucune épargne dans les ménages aux Etats-Unis. Une inflation qui est quand même importante. Une augmentation du prix des matières premières. Si bien qu'aujourd'hui, ils se trouvent face au mur, devant les Chinois et les Japonais qui sont les premiers acquéreurs des bons du Trésor américains. Mais je ne vois pas comment les Japonais et les Chinois pourraient continuer à soutenir ce grand déficit.

C'est là tout le problème, à mon avis, qu'Obama aura : c'est qu'on n'a jamais essayé de régler ce problème du déficit des Etats-Unis. Aujourd'hui, les bons du Trésor américain ne peuvent plus bénéficier du triple A, comme le donnait régulièrement Lehman-Brothers, lui aussi en faillite.

Nous avons là le pouvoir qui va changer et qui va aller vers la Chine. Cela s'est fait sans arme, sans coup d'Etat, sans rien. Je crois qu'aujourd'hui, les Américains vont devoir montrer un profil très bas face aux Chinois, parce que si les Chinois cessent d'acheter les bons du Trésor (bien qu'ils soient par ailleurs « obligés » de soutenir le dollar, parce qu'ils en ont énormément dans leurs réserves et qu'ils ne veulent pas en perdre la valeur)... Mais s'ils le veulent, aujourd'hui les Chinois et les Japonais peuvent complètement changer la donne : en acceptant de ne plus soutenir le dollar et que le dollar faiblisse (mais aussi qu'ils perdent une très grosse partie de leurs réserves dans leurs banques centrales). A ce moment-là, les Etats-Unis seront en faillite.

● Gérard Chaliand

Ceci ne constitue pas une question. C'est un point de vue et je remercie celui qui l'a exprimé.

D. Bibliographie

● *Obama Président - La méprise*

Guy Spitaels, Luc Pire, novembre 2008, 253 pages, € 25.

Le président Obama, si populaire dans le monde, peut-il être perçu comme le porte-parole d'une gauche européenne progressiste ? Bien sûr, sa politique économique ne tombe pas dans les travers du néolibéralisme cher à l'équipe de George W. Bush et personne n'oserait suggérer que sa politique sociale s'identifie à celle de John McCain. Toutefois, le positionnement du parti démocrate sur l'échiquier politique n'est pas transposable en Europe. En témoigne le soutien majoritaire de Wall Street au candidat démocrate.

Guy Spitaels entend resituer le débat au niveau international. Pour lui, les deux candidats voulaient l'un comme l'autre maintenir la domination mondiale des Etats-Unis. Leurs différences se marquant essentiellement au niveau de la tactique, unilatéraliste chez McCain et plutôt multilatéraliste chez Obama. Selon ses propres dires, le 44^e président des Etats-Unis entend jouer le rôle de shérif du monde.

Par ailleurs, si la crise économique occupe le centre des préoccupations actuelles, les enjeux géopolitiques n'en demeurent pas moins. Le programme nucléaire iranien se poursuit allègrement, l'Irak n'est apaisé qu'en apparence et le binôme Afghanistan-Pakistan se révèle plus inquiétant que jamais. Or, ce *Grand Moyen-Orient*, dont on n'oubliera pas le conflit israélo-palestinien, reviendra nécessairement en force. De plus, la Russie a retrouvé ses couleurs d'antan tandis que la Chine multiplie ses succès.

Face à ces défis, le président Obama, sous l'emprise d'intérêts privés et publics qui l'entourent, saura, convaincu du destin exceptionnel des Etats-Unis et hostile donc à la multipolarité, intervenir en guerrier. À l'instar de tous ses prédécesseurs.

Après un aperçu du mandat des présidents démocrates depuis la Seconde Guerre mondiale et un panorama de la pensée libérale (progressiste) contemporaine, Guy Spitaels s'intéresse aux enjeux des élections présidentielles aux États-Unis. Pour ce faire, il commence par décrire les règles du jeu : des primaires à l'élection des grands électeurs en passant par le financement, il revient sur les mécanismes qui sous-tendent l'avènement d'un nouveau président. Ensuite, il se penche sur les positionnements d'Obama et de Mc Cain et analyse les défis qui attendront le nouveau président sur la scène internationale. Enfin, il conclut pour affirmer que, quelle que soit l'issue des élections, nous aboutirons à ce qu'on peut appeler un « quasi statu quo hégémonique », avec à la tête de la première puissance mondiale un président « exceptionnaliste et guerrier ».

De quelle méprise s'agit-il donc ? « *De 'la méprise des Européens et de la gauche' qui (...) se bercent d'illusions à la fois sur la marge de manœuvre d'un Président américain en général et sur les véritables intentions de celui-ci en particulier. Alors que d'aucuns attendent une sorte de Messie qui sauvera le multilatéralisme et ménagera la susceptibilité de l'Europe, Guy Spitaels prédit que Barack Obama, tout simplement, 'servira les intérêts américains'* » (Philippe Paquet, *La Libre Belgique*).

Guy Spitaels nous apprend à voir au-delà de l'apparence des choses pour ce qui est de la géopolitique et du gouvernement des affaires du monde. Sur base d'une foule de faits et d'analyses dont le commun des mortels ne se doute même pas, « *Guy Spitaels va à contre-courant de la plupart des analystes. Pour ce seul motif, mais aussi pour son écriture fluide et pour tout ce qu'il nous fait découvrir, son ouvrage est un must* » (André Gilain, *La Dernière Heure*).



« *En tant que stratégie indirecte et technique du faible contre le fort, les guerres irrégulières – guérillas et terrorismes – joueront, dans l'avenir, un rôle majeur* », écrit Gérard Chaliand. Voici, ci-après, deux livres qui font référence pour comprendre les guerres irrégulières et asymétriques qui font désormais partie de l'actualité et dans lesquelles les Etats-Unis, ce « shérif du monde », et le nouveau président Obama auront, d'une manière ou d'une autre, à intervenir.

● ***Les guerres irrégulières XX^e-XXI^e siècle***

Gérard Chaliand, Gallimard, avril 2008, 980 pages, € 11,60.

Les guerres irrégulières, guérillas et terrorismes, ont grandement contribué à transformer le monde de la seconde partie du XX^e siècle à nos jours.

Récits d'acteurs, analyses de cadres ayant participé à la lutte armée ou d'observateurs de terrain, écrits théoriques et organisationnels, tant du côté des insurgés que de celui de la contre-insurrection, permettent au lecteur de comprendre la complexité de la guérilla.

Le terrorisme, d'abord apparu avec la « guérilla urbaine » popularisée par les Sud-Américains (Uruguay, Brésil, Argentine) et réédité en Europe occidentale surtout (Italie, Allemagne), a pris une autre ampleur au Moyen-Orient : l'adoption de la technique quasi unique du terrorisme par divers groupes palestiniens fut exploitée par des États dans le cadre de diplomatie coercitives. Il est aujourd'hui l'arme des islamistes combattants. À l'encontre de la guérilla, il a, à ce jour, donné lieu à peu de textes théoriques ou de témoignages. Aussi le lecteur trouvera-t-il ici des textes essentiels sur la contre-insurrection, inédits en français, qui tirent un bilan de la guerre en Irak.

Le lecteur dispose désormais des textes fondateurs et des clefs nécessaires pour comprendre la forme de lutte essentielle de notre époque.

● ***Le nouvel art de la guerre***

Gérard Chaliand, L'Archipel, novembre 2008, 156 pages, € 17,90.

A l'échelle internationale, les XX^e et XXI^e siècles sont le théâtre de guerres et de conflits territoriaux, ethniques et religieux. Après le 11 septembre 2001, George W. Bush a déclaré les Etats-Unis en guerre contre le terrorisme. Or, les clivages et les violences d'aujourd'hui puisent le plus souvent leurs racines dans des dissensions séculaires. Mais, pour autant, fait-on la guerre aujourd'hui comme hier, et pour les mêmes raisons ?

Dans cet essai qui retrace la généalogie des conflits armés, Gérard Chaliand pose la question de ce qu'il nomme les guerres « irrégulières » ou « asymétriques », quand les forces en présence sont déséquilibrées d'un point de vue matériel et technique.

De nouveaux facteurs, à l'échelle démographique et civilisationnelle, sont apparus. Ainsi, les récentes guerres menées en Irak et en Afghanistan se sont soldées par un cuisant échec (pertes humaines, démantèlement du pays attaqué, etc.). Contrairement à l'époque des guerres d'Algérie et du Vietnam, l'opinion publique occidentale se révolte désormais contre les morts au combat et s'interroge sur le sens, les visées et le bien-fondé de ces interventions militaires massives.

L'auteur mène une réflexion sur les facteurs et les principes généraux qui déterminent l'action belliciste. Qu'est-ce qui a changé ? Quand ? Pourquoi ? Pourquoi les forces armées occidentales qui l'emportaient jadis le plus souvent s'embourbent-elles désormais dans des conflits incertains, alors même que leur supériorité technologique n'a jamais été si importante ? Une nouvelle stratégie est-elle à penser ?

Avant tout, parce que la guerre, jusque dans ses victoires, est toujours une défaite politique, ce livre appelle à une méditation sur son bien-fondé et ses enjeux².

² Cf. alapage.com